

La gauche piégée par son propre « narratif »

Un narratif chasse l'autre. Après avoir tympanisé son monde avec la soi-disant victoire du Nouveau Front populaire aux législatives et exigé la nomination de Lucie Castets à Matignon, voici Jean-Luc Mélenchon redevenu bien silencieux, car démuni face à cette évidence : si le Premier ministre est aujourd'hui un homme de droite, c'est bien parce que la gauche a refusé de soutenir

Bernard Cazeneuve au motif qu'il n'était pas LFI-compatible. Olivier Faure, le patron du PS, n'a pas été le dernier à pilonner cette hypothèse (Cazeneuve à Matignon aurait été « une anomalie », a-t-il élégamment dit). Quant à François Hollande, son absence de soutien à son dernier Premier ministre, qui plus est son ami, montre à quel point l'ancien président de la République a retrouvé avec

plaisir le goût des petites manœuvres.

Un narratif chasse l'autre. Après avoir négligé le RN pour avoir été sèchement battu au troisième round électoral alors qu'il avait triomphé aux européennes et gagné au premier tour des législatives, voilà que la gauche, décidément experte en écriture de scénarios, nous assomme sur le risque de voir le parti lepéniste devenir le surveillant général du gouver-

nement Barnier. Le perdant serait donc devenu un gagnant.

La réalité, c'est que la gauche a gâché ses chances d'accéder à Matignon, qu'elle ne veut pas gouverner avant la fin du mandat Macron, qu'elle pourrait avoir le même pouvoir que le RN sur le gouvernement Barnier si elle voulait bien renoncer au réflexe pavlovien de la motion de censure. La réalité, c'est que

la perspective d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée, juridiquement possible dans huit mois, tétanise les socialistes et les incite à se réfugier paresseusement sous la tutelle du Nouveau Front populaire. La réalité, c'est que la gauche prétendait vouloir gouverner alors qu'elle a perdu le sens de ce qu'est un parti de gouvernement.

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

En rétablissant des contrôles aux frontières, la première économie du continent fragilise l'unité européenne et les acquis de la libre circulation dans l'espace Schengen

Migration : Berlin menace l'Europe de chaos

Embrassement

Menacé par la montée de l'extrême droite, le gouvernement allemand va rétablir des contrôles à toutes ses frontières, y compris avec la France. La Pologne et l'Autriche sont outrées, la Hongrie se frotte les mains, et les ONG alertent sur le respect des droits des demandeurs d'asile

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

LA CRISE POLITIQUE ALLEMANDE sur le thème de l'immigration se répand comme une traînée de poudre au-delà de ses frontières, plus visibles que jamais. Encore sous le choc de l'attentat de Solingen, fin août, où trois personnes ont été tuées à l'arme blanche par un demandeur d'asile syrien, le pays va rétablir dès lundi prochain des contrôles à ses frontières avec la France, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Danemark, pour au moins six mois.

Il avait fait de même en octobre avec l'Autriche, la Pologne, la République tchèque et la Suisse. Depuis, 30 000 per-

sonnes ont été renvoyées dans ces pays, vante le ministère allemand de l'Intérieur. Ces entorses à la libre circulation, garantie dans l'espace Schengen depuis 1995, doivent être « nécessaires, proportionnelles, et strictement exceptionnelles », a prévenu mardi la Commission européenne.

Les motivations allemandes sont domestiques. Faisant campagne contre l'immigration, l'extrême droite a, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, remporté un Länder (Thuringe) fin août, elle est arrivée deuxième en Saxe, et est don-



née victorieuse dans le Brandebourg fin septembre. La coalition gouvernementale est accusée de laxisme par la CDU-CSU qui espère gagner les élections nationales en 2025.

Club. Le ministre de l'Intérieur Nancy Fraeser (SPD) a donc promis lundi que ces nouveaux contrôles aux frontières permettraient « une hausse massive des refus d'entrée » des personnes ne dis-

posant pas des documents requis, ou présentant un risque de sécurité, afin notamment de « [nous] protéger contre les graves dangers posés par le terrorisme islamiste et le crime ». « Jusqu'à ce que nous parvenions à une protection solide des frontières extérieures de l'UE grâce au nouveau régime d'asile européen commun, nous devons renforcer les contrôles à nos frontières nationales », justifie-t-elle.

Des propos évoquant ceux du Premier ministre hongrois Victor Orban, sanctionné récemment par Bruxelles pour ne pas respecter ses obligations de réception des demandes d'asile à la frontière et d'interdiction des refoulements systématiques. « Scholz, bienvenue au club ! », s'est réjoui le dirigeant sur le réseau social X. Lui qui instrumentalise la question migratoire depuis des années,

Page 2

Algérie: la participation à la présidentielle aurait été d'à peine 10 %

Bidouillage

SEUL UN ÉLECTEUR algérien sur dix se serait rendu aux urnes lors de l'élection présidentielle du 7 septembre, estiment les sources gouvernementales françaises. Extrêmement faible, ce taux de participation d'environ 10% est très éloigné du chiffre officiel de 48,03%. Selon nos informations, la participation des électeurs algériens résidant en France, qui peuvent voter dans les consulats, a été encore plus basse, à 4% des inscrits...

Le truquage des chiffres a été tel qu'il a contraint les trois candidats, dont le

président sortant Abdelmadjid Tebboune, vainqueur à 94%, à contester le décompte des voix par l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), en dénonçant les « incohérences ma-

jeures » dans un communiqué commun. Du jamais vu.

Samedi à 17 heures, la participation aurait été de 26,46% (chiffres officiels) - soit 6,6 points de moins que lors du pré-

cédent scrutin de 2019. Devant ce mauvais chiffre, la fermeture des bureaux de vote a été repoussée jusqu'à 20 heures et la participation aurait bondi de plus de 21 points en trois heures...

Ces élections sont une triste farce dont les électeurs algériens, dans leur grande majorité, ne sont pas dupes. Réélu avec un score « pharaonique », le président Tebboune ne sort pourtant pas renforcé de cette élection, tant les chiffres proclamés sont éloignés de la réalité. Reste à comprendre, dans l'opacité du régime, qui avait ainsi intérêt à l'affaiblir.

La réélection d'Abdelmadjid Tebboune, 80 ans en novembre, intervient dans un moment complexe pour l'Algérie au niveau international. Fin 2023, elle s'est vue refuser l'entrée dans le club des Brics (l'équivalent du G7 pour les non-Occidentaux), même si elle vient de se voir accorder un strapontin à la banque des Brics. Par ailleurs, les tensions s'accroissent avec le Mali voisin, alors que le Maroc, son grand rival, enregistre de nombreux succès, notamment sur la question du Sahara occidental.

Jean-Dominique Merchet
@jdomerchet

Italie: retour à la réalité sur les retraites



Finis les largesses du début de la législature : la situation démographique de la péninsule a entraîné le revirement du gouvernement de Giorgia Meloni. Le ministre de la Fonction publique a proposé lundi de permettre aux fonctionnaires de partir à la retraite à 70 ans avec le versement de primes pour cet allongement de carrière.

Page 6

Macron - Philippe: retrouvailles explosives au Havre

L'ancien Premier ministre s'est déclaré candidat à la présidentielle en laissant entendre que celle-ci pouvait être anticipée

Page 3

Lutte contre la fraude: les plans de l'exécutif sortant

Le projet de loi mûri par Gabriel Attal fait désormais partie de la longue liste de textes sur le bureau de Michel Barnier

Page 4

Iran: Macron joue la carte de la pression maximale

Le chef de l'Etat français a prévu de rencontrer son homologue iranien Masoud Pezeshkian à l'ONU fin septembre

Page 6

Migration : Berlin menace l’Europe de chaos

|| | **Suite de la page 1**

menace ces jours-ci d’envoyer à Bruxelles des bus remplis de migrants irréguliers.

Crise domestique, similitude avec la Hongrie, mais voilà, il s’agit de l’Allemagne : première économie d’Europe, située en son centre, elle partage ses frontières avec neuf pays. C’est le premier récepteur de demandes d’asile. « Il est inquiétant qu’ils prennent des mesures nationales fortes, au moment où l’on est tous concentrés sur la mise en œuvre du pacte asile immigration, une solution européenne », souligne Fabienne Keller, eurodéputée Renew. La lune de miel aura été courte depuis son adoption en grande pompe. L’Allemagne avait beaucoup œuvré pour. « [Elle ne doit pas] se laisser abuser par ceux qui pensent que l’Etat-nation pourrait réguler tout ce qui se passe en Europe par ses propres moyens », a critiqué mardi Annabela Baerbock (Verts), ministre allemande des Affaires étrangères.

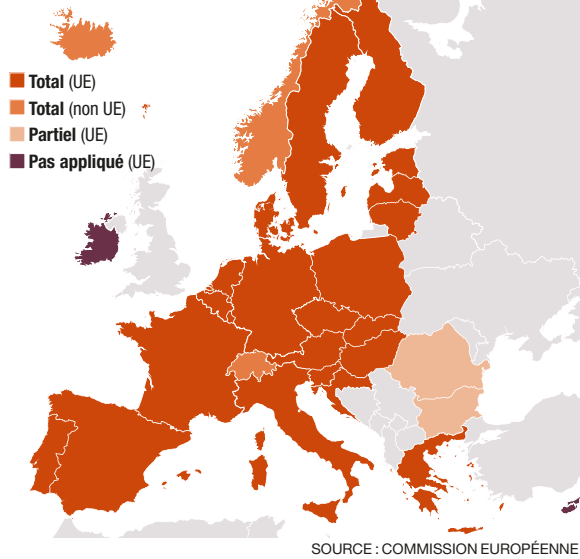
« Inacceptable ». « A partir d’aujourd’hui, je ne veux pas que les hommes politiques allemands m’accusent de ne pas respecter le droit européen, renchérit sur X Christopher Wratil, politologue à l’université de Vienne. Vouloir effacer Schengen d’un simple coup de main et de manière totalement inconsidérée. Gouverner comme si l’AfD était (déjà) au pouvoir. Est-ce que tout le monde est devenu fou ? »

La décision allemande risque de créer un effet domino, pour trois raisons. Primo, parce qu’étant unilatérale, elle crée un cercle vicieux où chaque pays se montre du doigt et rejette la responsabilité sur les autres. « L’Autriche n’acceptera pas les personnes rejetées par l’Allemagne », prévient ainsi le ministre de l’Intérieur autrichien, Gerhard Karner, qui a ordonné à la police de n’accepter aucun retour. Il rappelle que l’Allemagne a obligation d’enregistrer les demandes d’asile des migrants - et pour ceux qui se seraient enregistrés en premier en Autriche, elle doit obtenir l’accord de Vienne avant de les renvoyer.

L’Autriche « affirme depuis longtemps qu’elle accueille plus de migrants que sa responsabilité, explique Helena Hahn, experte des migrations au Centre de politique européenne. Lorsqu’un pays décide unilatéralement de contrôles aux frontières, cela pousse chacun à se pointer du doigt. On peut s’attendre à une escalade politique dans les prochains jours. Par le passé, les autres pays ont réagi en imposant, eux aussi, des contrôles aux frontières ».

Le Premier ministre polonais Donald Tusk préférerait que Berlin oublie un peu ses fron-

Qui respecte l’espace Schengen en Europe ?



tières nationales et l’aide à protéger les frontières extérieures de l’UE, en particulier celle avec la Russie. « C’est inacceptable », a-t-il déclaré au sujet des contrôles, qui mèneraient à « une suspension de facto de l’accord Schengen à grande échelle ». Il a annulé une visite prévue en Allemagne où il devait rencontrer Olaf Scholz et pris contact pour « des consultations urgentes ».

Les regards se tournent vers la France, dont le nouveau Premier ministre veut faire de l’immigration une priorité. « Il est incontestable que Michel Barnier semble avoir, sur l’immigration, le même constat que le nôtre », s’est réjoui Marine Le Pen dans La Tribune Dimanche. Lors d’une rencontre avec les députés Renaissance mardi, Michel Barnier a dit sa fermeté sur la question, raconte un participant.

Deuzio, la décision allemande pose des questions légales. « Les personnes appréhendées à la frontière pourraient se retrouver dans une zone grise, si elles sont renvoyées de droite à gauche sans qu’aucun Etat membre ne s’en considère responsable », explique Helena Hahn.

« Le débat actuel sur une supposée situation d’urgence et des expulsions de personnes demandant la protection aux frontières allemandes menace la cohésion européenne, critique Julia Duchrow, secrétaire générale d’Amnesty International en Allemagne. Les défis de la politique d’asile peuvent être résolus en travaillant ensemble. Le gouvernement ne doit pas couper le cordon ombilical de l’Europe en jouant solo et en balançant les obligations légales européennes par la fenêtre ».

Tertio, le ralentissement des passages aux frontières présente des risques économiques, dus aux mouvements de travailleurs - 240 000 frontaliers viennent travailler quotidiennement en Allemagne -, de biens et de capitaux. Une étude publiée en 2016 par le cabinet Prognos pour la fondation Bertelsmann estimait que la réintroduction permanente des contrôles intra-européens ferait perdre 470 milliards d’euros de croissance en neuf ans à l’UE, dont 77 milliards d’euros pour l’Allemagne.

Berlin doit préciser la semaine prochaine comment elle entend procéder.

@JadeGrandin ☒

Olaf Scholz avance un compromis, mais la pression demeure

LE DÉBAT SUR LE BUDGET de la chancellerie sert de rituel à de vifs échanges entre le locataire des lieux et l’opposition au Bundestag. Ils ont tourné mercredi sur le sujet du moment : le refoulement aux frontières allemandes des demandeurs d’asile réclamé par les conservateurs en dépit de leur incompatibilité manifeste avec le droit européen.

Mardi, la CDU/CSU avait quitté avec fracas une réunion organisée sur cette question par le gouvernement d’Olaf Scholz. Dans la foulée, le chef de file des chrétiens-démocrates Friedrich Merz, la tête déjà aux législatives de septembre 2025, avait accusé la majorité de faire barrage à une solution en raison de ses divisions. Au sein de la coalition, les écologistes expriment de sérieuses réserves, tandis que sociaux-démocrates du SPD et libéraux adoptent une position plus ouverte.

Friedrich Merz a réitéré mercredi sa principale revendication, sous une forme nuancée, à la tribune du Parlement : « Le refoulement, au moins temporaire, aux frontières allemandes de tous les demandeurs d’asile qui auraient dû déposer leur requête dans le pays de l’UE où ils sont passés en premier. » Le dirigeant maintient que l’idée est possible d’un point de vue juridique comme pratique.

« Vous appartenez au type de politiciens qui croit résoudre la question migratoire avec une interview dans l’édition dominicale du *Bild*, a tonné à son adresse le chancelier, d’habitude si tempéré. Une fois la porte du journal refermée, ce type de politiciens oublie ses propositions car il n’a jamais eu l’intention de s’occuper de ce problème. » Le social-démocrate s’est targué d’avoir mis « fin à l’inaction des ministres conservateurs



SIPA PRESS

Le gouvernement d’**Olaf Scholz** a fait un pas en direction des conservateurs en proposant la solution du refoulement différé.

Luc André (à Berlin)

La réduction de l’aide médicale d’Etat revient hanter les macronistes

C’EST CE QU’ON APPELLE de l’anxiété d’anticipation. Lorsque l’inquiétude s’installe par peur de ce qui n’existe pas encore. Les macronistes sont en plein dedans. Depuis la nomination de Michel Barnier, ils sont obsédés par la crainte de voir la suppression de l’aide médicale d’Etat (AME) revenir dans le débat. La mesure figure déjà parmi les lignes rouges les plus rouges. Le nouveau Premier ministre, lui, n’en a pour l’heure jamais parlé. Du moins, pas depuis qu’il s’est installé à Matignon.

Les parlementaires de l’ex-majorité ne sont pourtant pas complètement fous. Quelques signaux d’alerte se sont allumés ces derniers jours. Le nouveau chef de gouvernement a eu plusieurs vies. Avant d’être Premier ministre, le candidat Barnier comptait la proposition dans son programme pour la primaire de 2021.

Sa famille politique a aussi pour habitude de l’inscrire (et de l’adopter) chaque année par amendement dans le cadre du projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS) au Sénat, où la droite est reine. Leurs collègues députés n’avaient jamais eu jusqu’ici ce luxe. Le vent a tourné depuis la dissolution décidée par Emmanuel Macron. En plus de compter un allié de taille à Matignon, les députés de la Droite républicaine (DR) disposent désormais du poste de

rapporteur du PLFSS, revenu à Yannick Neuder grâce à l’accord scellé avec Gabriel Attal lors de la répartition des postes à l’Assemblée.

Le groupe de droite ignore encore s’il présentera un amendement pour transformer l’AME en aide d’urgence dès le mois prochain. La volonté existe. Sur Sud Radio mercredi matin, Annie Genevard a appelé à réserver l’AME, « aujourd’hui beaucoup trop large », « aux soins

L’entourage de Gabriel Attal confirme que le décret est prêt et que seule la dissolution a empêché sa publication

d’urgence ». La mesure figure également dans le pacte législatif porté par Laurent Wauquiez. Sans être pour autant présentée comme un totem par son entourage : « La logique du pacte n’est pas tout ou rien. On souhaite évidemment qu’un maximum de mesures soit repris par l’exécutif mais s’il n’y en a qu’une partie, ce sera déjà bien pour le pays. »

La proposition avancée par Annie Genevard a aussitôt ravivé les clivages internes à la

macronie, déjà exprimés à l’automne dernier lors de l’examen du projet de loi sur l’immigration. Un clivage on ne peut plus classique, entre une aile droite favorable à une évolution, et une aile gauche fermement opposée, dénonçant même « une proposition démagogique et contreproductive » qui « court derrière l’extrême droite » selon la députée apparentée EPR Stella Dupont.

Pistes de réforme. Le principal danger pour les députés macronistes ne vient paradoxalement ni des Républicains, ni du Rassemblement national, mais de leurs propres rangs. Gabriel Attal a quitté Matignon en laissant sur son bureau un décret de réforme de l’AME, promis par Elisabeth Borne dans un courrier adressé au président du Sénat Gérard Larcher en décembre 2023. A l’époque, il s’agissait de sceller un accord avec la droite pour permettre l’adoption de la loi « immigration ».

L’entourage de Gabriel Attal confirme aujourd’hui que le décret est prêt et que seule la dissolution a empêché sa publication. Il reprend les principes du rapport rédigé par Patrick Stefanini et Claude Evin. S’il ne s’agit pas d’une transformation de l’AME en aide d’urgence, le décret prévu par Gabriel Attal restreint le champ de cette aide sociale en pré-

voyant la conjugaison des ressources des demandeurs, l’obligation de présenter une pièce d’identité avec photo pour en bénéficier, l’impossibilité de demander un renouvellement autrement que par un dépôt physique devant les caisses d’assurance maladie et la réinstauration d’un droit de timbre pour accéder à l’AME. A cela s’ajoute une restriction du panier des soins pris en charge.

Pour l’heure, les macronistes font mine de se trouver sur une position commune : le maintien de l’AME. Mais personne ne réclame sa suppression. Cette unité est ainsi de façade. Si le décret Attal est repris tel quel par Michel Barnier, qui s’y opposera ? Pas la droite, pas le RN. Le groupe Ensemble pour la République ? Alors que son président en est l’auteur ? Une telle situation avait provoqué un début de crise à Renaissance il y a un an. Gérald Darmanin avait jugé la position de réduction de l’AME défendue par la droite comme « un bon compromis ». L’aile gauche avait protesté. Et Elisabeth Borne, Première ministre, avait trouvé une porte de sortie par la commande d’un rapport. Cette solution n’est plus aujourd’hui une option.

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck
@DinahCohen ☒
@mdeprieck ☒

Devant le doublement du nombre de tentatives d’homicide entre 2016 et 2023, le patron du syndicat de défense des policiers municipaux, **Cédric Michel**, plaide pour un changement de doctrine sécuritaire

« Refuser d’armer la police municipale face aux kalachnikovs des délinquants, c’est criminel »

En première ligne

Malgré la mort d’un agent de propreté tué par balles à Grenoble, dimanche 8 septembre, le maire écologiste Eric Piolle refuse toujours d’armer ses policiers municipaux d’armes à feu. « Ce serait les exposer à des missions qui ne sont pas les leurs et à des risques supplémentaires », s’est-il justifié sur BFMTV, au lendemain du drame.

Interview Antoine Oberdorff

CÉDRIC MICHEL est président national du syndicat de défense des policiers municipaux (SDPM).

Comprenez-vous les réticences qu’ont certains maires, dont Eric Piolle, à doter leur police municipale d’armes létales ?

Aujourd’hui, Eric Piolle se dit désarmé face à un niveau de « violence inouïe » dans sa ville. Très bien, j’entends, mais il a refusé de s’engager dans une politique de sécurité. Par le passé, il parlait de « sentiment d’insécurité ». Désormais, il fait le constat d’une insécurité qui, dit-il, « le terrifie », mais il persévère dans l’erreur en ne voulant toujours pas armer ses forces de police municipale. A Lyon et Marseille, des maires ont fait le choix du pragmatisme en laissant armer leur police municipale.

Eric Piolle fait le choix délibéré de ne pas utiliser tous les moyens à sa disposition pour prévenir la montée de l’insécurité. On peut s’interroger sur sa part de responsabilité dans l’explosion de la délinquance à Grenoble, qui a entraîné ce drame. Ce n’est pas une « balle perdue », encore moins « un accident », qui a provoqué la mort de Lilian Dejan. C’est un homicide volontaire, un meurtre. On ne tire pas sur un individu avec un calibre de 9 millimètres par erreur.

N’y a-t-il pas eu une part d’instrumentalisation dans cette affaire ?

Il ne doit plus être question de savoir si c’est à l’Etat ou au maire d’assurer la sécurité. Chacun doit apporter sa pierre à l’édifice, car personne ne peut s’habituer à voir un agent municipal tué pour avoir fait acte de civisme. L’argument qui consiste à refuser d’armer les policiers municipaux pour ne pas les mettre en danger ne tient pas deux minutes. Si un citoyen ordinaire est pris pour cible parce qu’il arrive en premier sur le lieu

d’un accident de la route, alors imaginez-vous un policier en uniforme.

On dresse le constat de la prolifération des armes à feu dans le milieu de la criminalité organisée, mais on continue d’empêcher les policiers municipaux de pouvoir sauver des vies en situation de légitime défense. Sans armes létales, comment voulez-vous qu’un policier municipal agisse ? Qu’il s’interpose avec son stylo et un carnet de contravention ? Refuser d’armer la police municipale face aux kalachnikovs des délinquants, c’est purement criminel.

Etes-vous sûr qu’armer la police municipale serait gage de tranquillité publique ?

On ne peut pas nier qu’il y a un ensauvagement de la société française. Les tentatives d’homicide ont quasiment doublé entre 2016 et 2023, selon le ministère de l’Intérieur. La part du nombre de fusillades liées au trafic de drogue est en augmentation. Eric Piolle nous dit qu’il veut éviter une « escalade meurtrière ». Mais il vit sur une autre planète ! La délinquance n’a pas attendu que les policiers municipaux soient armés pour se doter de kalachnikovs et d’armes de poing. Aujourd’hui, 65% des policiers municipaux sont armés en France. Parce qu’ils sont constamment sur la voie publique, les policiers municipaux sont primo-intervenants. Déjà en



SIPA PRESS

« Aujourd’hui, 65% des **policiers municipaux** sont armés en France », rapporte Cédric Michel.

2020, lors de l’attaque terroriste sur la basilique Notre-Dame de Nice, trois policiers municipaux s’étaient trouvés en première ligne pour neutraliser l’assaillant qui venait de faire trois morts à l’arme blanche. Il y a encore trois semaines, à Angoulême, des policiers municipaux ont fait usage de leurs pistolets sur un homme qui voulait incendier la mairie. Les pistolets à impulsion électrique, les gazeuses et les matraques ne suffisent plus.

Il a aussi été reproché à Eric Piolle de ne pas mettre le paquet sur la vidéosurveillance alors que 118 caméras sont installées à Grenoble. Faut-il amplifier l’effort ?

La vidéoprotection est utile à double titre. D’abord, pour lutter contre la « délinquance directe », c’est-à-dire envoyer un équipage en temps réel lorsqu’une infraction est constatée pour interpellier l’auteur des faits et préserver la vie des victimes. Ensuite, de manière indirecte, pour remonter la piste des délinquants et transmettre des informations utiles aux services de la justice.

Mais les policiers municipaux sont-ils préparés pour ce type d’interventions ?

Sait-on le degré de professionnalisation qui nous est demandé ? Les conditions de recrutement, puis l’exigence de la formation suivie par les policiers municipaux n’ont cessé d’augmenter avec des assermentations, un double agrément, des tests psychotechniques, etc. Tout au long de leur carrière, ils suivent des mises à jour théoriques et pratiques.

Bien entendu, les policiers municipaux travaillent avec des officiers de police judiciaire, qu’il s’agisse de collègues de la police nationale ou de gendarmes. Mais la lutte contre le trafic de drogue, cela part du policier municipal qui interpelle en flagrant délit un dealer avec quelques grammes de shit jusqu’aux têtes de réseaux qui font l’objet d’un travail approfondi des brigades de recherche.

La présence de la police municipale permet d’éviter que s’installent des zones de non-droit. Là où des policiers municipaux patrouillent en étant armés, sur des spots sensibles, au pied des barres d’immeuble, les trafiquants ne font pas la loi. Dès que les policiers municipaux se retirent de ces endroits, c’est une guerre pour le contrôle des territoires qui débute.

@A_Oberdorff

L’ex-Premier ministre, déjà candidat à la présidentielle de 2027, laisse entendre qu’elle pourrait être anticipée

Entre Macron et Philippe, des retrouvailles explosives

Rencontre

Le président de la République se rend jeudi au Havre pour commémorer le 80^e anniversaire de la libération de la ville. Il sera accueilli par le maire de la ville et ancien Premier ministre Edouard Philippe. Tous deux doivent prononcer un discours.

François-Xavier Bourmaud

REGARDEZ COMME je suis discret. En retrait depuis la nomination de Michel Barnier à Matignon, Emmanuel Macron laisse son nouveau Premier ministre en première ligne. Et fait tout pour que cela se voit. Certains déplacements sont pourtant déjà inscrits à son agenda, et l’obligent à des apparitions publiques. Peu importe, il suffit de ne pas parler. Comme mardi soir, dans le Rhône, pour l’inauguration d’une nouvelle usine du groupe pharmaceutique Sanofi. Comme mardi soir toujours, mais à Lyon, pour assister à la cérémonie de la compétition mondiale des métiers. Juste un petit tweet pour saluer l’équipe de France : « Nous n’avons pas fini d’être fiers : après les Jeux de Paris, place aux Worldskills ! » Pas un signe, pas une allusion, pas le moindre commentaire sur la situation politique du moment pour attirer les projecteurs sur lui.

Ce sera encore le cas jeudi au Havre pour les commémorations du 80^e anniversaire de la libération de la ville. Sur les quatre étapes programmées pour les cérémonies, Emmanuel Macron ne participera qu’à une seule, en toute fin d’après-midi. Mais cette fois, il parlera. Un discours programmé de longue date et dont le moindre mot sera scruté, soupesé, analysé à l’aune des récentes déclarations du maire de la ville, Edouard Philippe.

Mystère. La semaine dernière, l’ancien premier ministre s’est officiellement déclaré candidat à l’élection présidentielle dans un entretien au *Point*. « Ce n’est un mystère pour personne », reconnaissait Edouard Philippe. Ce qui reste plus mystérieux en revanche, c’est l’assurance délivrée par le maire du Havre qu’il se tenait prêt, même en cas de présidentielle anticipée. Comme s’il s’attendait à ce que, compte tenu des conséquences ravageuses de la dissolution, Emmanuel Macron ne puisse pas aller jusqu’au bout de son mandat.

« Tout ce que l’on retient de cette interview, c’est que le président doit démissionner, s’étonne un cadre de la majorité sortante. Edouard Philippe aurait pu continuer à camper sur sa position de surplomb mais il choisit de s’affaiblir au pire moment. Je ne comprends pas sa stratégie ». Depuis, l’ancien premier ministre en a un peu rabattu. « Il est essentiel pour les institutions qu’Emmanuel Macron aille au bout de son mandat », tempère-t-il dans *Paris Normandie*. Mais le mal est fait. Et Emmanuel Macron ne décolère pas contre son ancien chef de gouvernement. Lequel prononcera lui aussi un discours au Havre jeudi, juste avant celui du président de la République. Il ne faudrait pas que ça dérape. Qu’un sous-texte trop allusif au contexte politique se glisse dans les propos. Surtout au moment où le chef de l’Etat ne veut pas attirer la lumière sur lui. Alors à l’Elysée, on met en garde pour que les cérémonies du Havre restent strictement concentrées sur le volet historique : « C’est une commémoration exigeante pour tous. Les morts nous regardent. Il faut être à la hauteur de ce que représente leur legs ».

Depuis la déclaration de candidature d’Edouard Philippe, c’est la première fois qu’il se retrouve avec le chef de l’Etat. Si le protocole républicain prévoit que le maire du Havre accueille le président de la République, aucun tête-à-tête n’était officiellement programmé entre les deux hommes mercredi dans l’après-midi. « Nous ne sommes pas en mesure de répondre à cette question », indiquait-on sobrement à l’Elysée. Il s’agit de rester discret.

@fxbourmaud

La prise de parole du ministre, jeudi à Bercy, aura des accents de bilan, alors que le nouveau gouvernement n’est pas encore nommé

Des centaines de convives attendus pour le discours d’adieu de Bruno Le Maire

This is the end

Bruno Le Maire est ministre de l’Economie depuis le 17 mai 2017. Il n’a occupé que cette fonction sous Emmanuel Macron. **Aucun de ses prédécesseurs n’avait tenu aussi long à ce poste sous la V^e République.**

Matthieu Deprieck

LA FIN DE PLUS de sept années passées sans interruption au ministère de l’Economie et des Finances valait bien une réception format XXL. Bruno Le Maire a convié à Bercy, ce jeudi, des centaines d’invités. Ils écouteront le dernier grand discours du seul ministre resté au même poste depuis la prise de pouvoir d’Emmanuel Macron en 2017. Le 30 mai dernier, il avait procédé de la même façon pour célébrer ses sept années à Bercy.

Parmi les personnes conviées figurent les agents de Bercy, tous les ministres et conseillers passés sous la tutelle de Bruno Le Maire ces sept dernières années, les fédérations professionnelles, les syndicats, les parlementaires de l’ex-majorité... Il va falloir pousser les murs pour faire entrer tout le monde ou espérer que le créneau choisi - un matin - opère une sélection naturelle.

Bruno Le Maire prononcera à cette occasion une allocution, mélange de remerciements, de bilan et de projection vers l’avenir. Son entourage promet qu’il ne livrera pas ses

grandes idées pour la France sous la forme d’un discours de politique générale ou par une démonstration de force. « On a fait notre boulot même si on aurait voulu faire plus », résume un proche, qui estime qu’en 2023 est né un désaccord avec le président de la République sur la réduction des dépenses publiques. Cette divergence de vues avait culminé en avril dernier lorsque Bruno Le Maire avait voulu imposer l’idée d’un budget rectificatif à l’été. Le chef de

Il quitte l’exécutif alors que la situation des finances publiques n’a jamais été aussi dégradée. Cette tache éclipse tout le reste

l’Etat avait repoussé l’idée au motif que l’examen d’un tel projet de loi aurait présenté une occasion en or pour les oppositions de faire tomber le gouvernement.

Crédibilité. Emmanuel Macron a finalement choisi de faire tomber lui-même son gouvernement en décidant une dissolution surprise de l’Assemblée nationale. Depuis, Bruno Le Maire sait que ses jours à la tête de Bercy sont comptés. Cette position a libéré sa parole. Début septembre, il répétait la nécessité de tail-

ler dans les dépenses et préconisait de réaliser 16 milliards d’euros d’économies sur le budget de l’année en cours.

L’entourage de Bruno Le Maire promet que le ministre n’a pas l’intention d’insister sur ce point ce jeudi matin. « C’est l’Histoire qui fera le bilan », glisse le même proche. Celui-ci rappelle que le ministère de l’Economie gère par ailleurs plus que la dette et qu’il a en charge l’énergie, les PME, le numérique, l’espace... « La position de Bruno Le Maire est difficile », observe un parlementaire. Il quitte en effet l’exécutif alors que la situation des finances publiques n’a jamais été aussi dégradée. Cette tache éclipse tout le reste. Il doit convaincre n’y être pour rien s’il veut conserver une crédibilité pour la suite.

Avec ce discours programmé entre la nomination d’un nouveau Premier ministre et celle d’un nouveau gouvernement, Bruno Le Maire s’offre une occasion de dresser son bilan sans attendre la passation de pouvoir avec son ou sa successeure.

Tous les ministres du gouvernement sortant sont confrontés à la question de la promotion de leur bilan. Gabriel Attal avait choisi de dresser le sien lors de la passation avec Michel Barnier dans la cour de Matignon. Il avait pour cela convié l’ensemble des cabinets de son gouvernement à écouter un discours plus long que celui de Michel Barnier. Bruno Le Maire a choisi une autre méthode.

@mdeprieck

Le projet de loi mûri par Gabriel Attal fait désormais partie de la longue liste de textes sur le bureau de Michel Barnier

Lutte contre la fraude : ce que prévoyait l'exécutif sortant

Resté dans les cartons

L'Opinion dévoile les principales mesures de l'avant-projet qui devait encore passer par les fourches caudines du Conseil d'Etat.

Marc Vignaud

GABRIEL ATTAL L'A AVOUÉ lors de sa passation de pouvoir avec Michel Barnier dans la cour de Matignon : il a été frustré d'avoir été le chef du gouvernement seulement huit mois. D'autant qu'il laisse derrière lui de nombreux textes dans les cartons. Parmi ces textes que Gabriel Attal aurait aimé porter, figure le renforcement de la lutte contre la fraude aux aides publiques.

Dès le début de son passage à Bercy en 2022, Gabriel Attal, alors ministre délégué aux Comptes publics, a fait de la lutte contre la fraude une de ses marques de fabrique. Le désormais patron du groupe Ensemble pour la République (EPR) à l'Assemblée en fait un argument de vente auprès des « classes moyennes », dont il se veut le défenseur. « La fraude est un impôt caché sur les classes moyennes : tout ce que qu'on ne prélève pas sur les fraudeurs, toutes les prestations qu'on leur verse, c'est autant de ressources en moins pour la solidarité nationale », explique-t-on dans son entourage.

En mai 2023, le jeune ministre délégué présente donc un « plan d'action », avec un volet dédié à la fraude fiscale et un autre sur la fraude sociale. Dans l'espoir de séduire, en même temps, à gauche et à droite. Parmi les mesures entrées en vigueur, on peut citer l'abaissement du seuil à partir duquel les entreprises doivent déclarer à l'administration leurs prix de transferts internes afin que cette dernière puisse mieux détecter les cas d'optimisation fiscale abusive. La disposition a été inscrite dans la loi de finances 2024. Gabriel Attal a aussi acté l'interdiction du versement des prestations sociales sur des comptes bancaires à l'étranger (hors Union européenne). Il faut désormais résider au moins neuf mois par an en France, contre six mois auparavant, pour toucher les aides au logement, prestations familiales ou les minima sociaux.

Pourquoi un nouveau projet de loi seulement quelques mois plus tard ? C'était nécessaire pour reprendre certaines dispositions du plan qui n'avaient pas pu être mises en œuvre. Certaines mesures législatives de la loi de finances avaient été considérées comme des cavaliers législatifs par le Conseil constitutionnel. C'est le cas de l'allongement du délai pendant lequel l'administration peut contrôler une liquidation de société suspecte.

MaprimeRenov'. Ce nouveau projet de loi préparé depuis des mois par le ministre délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave, vise également, dans sa première partie, à renforcer la lutte contre la fraude aux aides publiques, notamment MaprimeRenov' ou aux Certificats d'économies d'énergie. Tracfin, un service de renseignements financiers de Bercy, aurait désormais le pouvoir de suspendre le versement des aides en cas de soupçon de fraude organisée, avant qu'il ne soit trop tard. Tout comme les établissements publics qui gèrent les aides, en cas de suspicion.

Une seconde partie cible la rénovation énergétique des logements. Sur 800 000 dossiers réglés par l'Agence nationale de l'habitat (Anha) en 2022, l'Inspection générale des finances avait évalué que 7,4% des montants étaient en risque de fraude « non négligeable » ou « très fort ». Les entreprises qui agissent dans le secteur sans être immatriculées seront considérées comme ayant une activité illicite. Une amende de 7 000 euros est prévue. Quant au recours à des sous-traitants pour la rénovation, il devra être dûment mentionné au client, sous peine de 15 000 euros d'amende. Pour bien garantir la fin du démarchage téléphonique dans le secteur, une disposition spécifique a également été ajoutée.

Une troisième partie est consacrée à favoriser les échanges de renseignements entre les diverses administrations (par exemple entre les préfectures et les caisses sociales sur la régularité d'un séjour d'un étranger). L'Anah se verrait octroyer un accès au fichier des comptes bancaires (Ficoba) et de leur titulaire afin de mieux détecter les usurpations de RIB. La Commission informatique et liberté (Cnil) doit encore être consultée sur ces sujets.

Une quatrième partie est consacrée à la lutte contre les fraudes douanières. Elle prévoit notamment de donner aux douaniers l'accès aux données des différents acteurs de la chaîne logis-



SIPA PRESS

Le projet de loi de **Gabriel Attal** et de son ministre des Comptes publics, **Thomas Cazenave**, visait notamment à mieux lutter contre la fraude aux aides publiques.

tique afin de mieux détecter des anomalies. Là encore, la Cnil doit être consultée.

Le texte prévoit enfin la possibilité, pour le ministre de l'Economie, de décider du gel des avoirs des narcotrafiquants. Il devait être présenté à l'automne. Désormais sur la pile de Michel Barnier, il pourrait être remis sur le métier, tant le sujet paraît consensuel.

@mvignaud

Avec le Président, trois ministres ont également assisté mercredi à la rentrée solennelle du Conseil d'Etat

Macron, l'Etat de droit et les messages subliminaux

Palais-Royal

Le chef de l'Etat s'est rendu mercredi à la rentrée du Conseil d'Etat où était présent le président de la Cour européenne des droits de l'homme

Marie-Amélie Lombard-Latune

AU-DESSUS DES TÊTES, planent des non-dits. Quels membres du Conseil d'Etat, vivier habituel pour les cabinets ministériels, pourraient venir renforcer les futures équipes du gouvernement Barnier ? Et le Premier ministre justement, qui fut nommé au Conseil d'Etat au tour extérieur avant de devenir négociateur de l'UE pour le Brexit, quels rapports va-t-il entretenir avec la haute juridiction ? Si l'on réfléchit plus loin encore, qui succédera à l'actuel vice-président de l'institution, Didier-Roland Tabuteau, nomination surprise d'Emmanuel Macron, qui sera frappé par la limite d'âge en 2026 ?

Pour sa première participation à la rentrée de l'institution, mercredi, Emmanuel Macron s'en tient à des sujets classiques : l'Etat de droit, la souveraineté. Guère de messages subliminaux liés à l'actualité. Dans cette enceinte, le Président n'a pas oublié, en bon ancien élève de l'ENA, les grands arrêts de la jurisprudence administrative. Il cite d'emblée l'arrêt Blanco, « fondateur de la justice administrative il y a 150 ans ». Une légère allusion quand même à la politique plus contemporaine : « Le nouveau Premier ministre aura à cœur, j'en suis sûr, de porter des initiatives pour la simplification [des normes]. » Un sujet qui lui permet de citer le tout récent livre de l'ancien directeur de cabinet d'Elisabeth Borne à Matignon, Jean-Denis Combrexelle, Les Normes à l'assaut de la démocratie, lui aussi conseiller d'Etat.

Quant à la souveraineté, thème du rapport annuel du Conseil d'Etat, elle permet un message sur l'Europe qui « ne rendrait pas, comme le prétendent certains, la nation française moins souveraine ». Une conviction que vient

Une décision du tribunal administratif de Poitiers met à mal toutes les perspectives d'irrigation dans quatre départements

Dans le Poitevin, l'agriculture frappée de précarité aquatique

Ô rage

Une manifestation rassemblant près de 250 d'agriculteurs et 80 tracteurs a eu lieu mercredi à Poitiers, d'abord devant la préfecture puis devant le tribunal administratif de la ville. Ils protestent contre l'annulation par la justice, le 9 juillet, de toutes les autorisations de prélèvement d'eau à des fins d'irrigation dans la zone du marais poitevin.

Emmanuelle Ducros

« NOUS MANIFESTONS DEVANT le tribunal administratif de Poitiers bâillonnés. » La colère est grande parmi les agriculteurs du marais poitevin, en Charente-Maritime, dans les Deux-Sèvres, la Vendée et la Vienne.

Ils ont appris, en juillet, que ceux qui utilisaient de l'eau pour irriguer, auront désormais toutes les peines du monde à le faire. La justice administrative, saisie par l'association France Nature Environnement 17, a retoqué l'Autorisation unique de prélèvement (AUP) délivrée par les préfectures dans toute la zone de l'EPMP, l'établissement public du marais poitevin.

Cette AUP fixait les volumes d'eau autorisés à prélèvement pour irriguer leurs cultures, pour la période 2021-2027. Plus de 1 000 irriguants ne pourront pas avoir accès, comme prévu, aux captages superficiels ou profonds, aux forages et pire, au contenu des retenues d'eau déjà construites.

La justice administrative a substitué à l'autorisation initiale (87 millions de mètres cubes) une mesure provisoire, valable jusqu'en

mars 2026, qui baisse en moyenne les volumes de 25%. Dans certaines zones, la baisse est même de 60% ou 70% ! Après 2026, c'est l'inconnu. Et les agriculteurs savent que, quels que soient les plans proposés, ils feront l'objet d'une guérilla juridico-administrative, sous la pression d'activistes violents. La décision du tribunal administratif de Poitiers a été opportunément rendue... dix jours avant la grande manif anti-bassines qui a dégénéré à Melles, dans les Deux-Sèvres.

« Des filières entières vont disparaître, faute d'accès serein à l'eau. Semences, élevages, céréales, maraîchage, des exploitations bio ou conventionnelles... Et avec elles, les activités en amont et en aval, fulmine Nicolas Giraud, président de l'Adiv 86, l'association des Irrigants de la Vienne. Dans ces décisions administratives, la nature seule compte, mais pas les hommes. Ni ceux qui travaillent la terre, ni ceux qui se nourrissent des productions agricoles. »

Contestation systématique. L'histoire recèle son lot d'ironie. L'Etablissement public du marais poitevin (EPMP), créé en 2010, a été placé, dès sa naissance, sous la tutelle directe du ministère de l'Ecologie, qui voulait gérer directement cette zone sensible. Cas unique en France, c'est donc sous la responsabilité de ce ministère que l'établissement public a dimensionné et demandé les autorisations de prélever de l'eau, avant de les redistribuer aux agriculteurs. Une gestion 100% publique, loin de la « privatisation de la ressource » dénoncée par les anti-bassines. Mais voilà : les associations écologistes contestent systématiquement les autorisations de prélèvement d'eau, quelles qu'elles soient.

« Pour l'EPMP, une première autorisation de 2016 a été retoquée par la justice administrative à Poitiers, en 2019, puis de nouveau en appel en 2021. La justice administrative persiste, en annulant une nouvelle mouture, il est vrai assez similaire à la première, commente

Les agriculteurs sont dans une situation absurde : l'Etat les autorise à construire des stockages d'eau, parfois même les subventionne. Mais la justice estime que les retenues ne doivent pas être remplies

Carole Hernandez-Zakine, juriste spécialiste de l'eau. C'est un bras de fer. La justice administrative locale rend très souvent des décisions opposées à l'irrigation. Elle suit en cela les associations écologistes qui mettent en avant un déséquilibre entre l'eau disponible, celle qui doit être préservée pour les milieux et celle qui est autorisée à prélèvement. »

Double problème, selon la juriste, l'évaluation de la ressource disponible répond à une vision écologique de l'eau portée par les associations environnementales qui l'emporte, comme si rien d'autre n'existait. « D'ailleurs, les études d'impact des autorisations de prélèvement d'eau s'intéressent exclusivement aux aspects environnementaux. Elles ne comportent aucun, je dis bien aucun, critère d'impact social ou économique. Voilà pourquoi on fait si peu de cas de l'agriculture. »

Les agriculteurs sont dans une situation absurde : l'Etat les autorise à construire des stockages d'eau, parfois même les subventionne. Mais la justice estime que les retenues ne doivent pas être remplies. Et que si elles le sont, il n'y a aucune garantie de pouvoir se servir de l'eau. « Les agriculteurs n'ont aucun droit, aucune visibilité. Ils sont dans une précarité extrême quant à un moyen de production capital. La justice considère que l'agriculture passe après tout le reste. »

Le ministère de la Transition écologique a fait appel, en dernière limite, de la décision du tribunal administratif de Poitiers. 850 agriculteurs, eux, ont déposé une tierce opposition. Cette procédure exceptionnelle peut être réclamée quand une des parties estime n'avoir pas été entendue. Ni les agriculteurs ni leurs avocats, coincés entre l'Etat et la justice administrative, n'ont jamais pu plaider quoi que ce soit dans cette histoire d'eau.

@emma_ducros

RMC AUDIENCES EN OR

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DE PARIS 2024

30 MILLIONS D'ÉCOUTES

30 MILLIONS DE MERCI !



PARIS 2024



RADIO OFFICIELLE



PARIS 2024



Source : Audiometrix - du 24 juillet au 11 août / du 28 août au 8 septembre

Le chef de l'Etat français a prévu de rencontrer son homologue à l'ONU, à New York, fin septembre. Partisan d'une ligne dure face à Téhéran, il prône pourtant la négociation

Iran: Emmanuel Macron joue la carte de la pression maximale sur Masoud Pezeshkian

Poker

Le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France ont annoncé mardi leur intention de prendre de nouvelles sanctions contre l'Iran **si le transfert de missiles balistiques à courte portée à la Russie est avéré**. Téhéran a démenti toute livraison de ces missiles à Moscou et menace de prendre des mesures de rétorsion.

Pascal Airault

LES OCCIDENTAUX INTENSIFIENT leurs pressions sur Masoud Pezeshkian, le nouveau président iranien, attendu fin septembre à l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, à New York. Mardi, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont condamné fermement les exportations de missiles balistiques iraniens à la Russie, sur la foi de renseignements ukrainiens et américains.

« Il s'agit d'une nouvelle escalade dans le soutien militaire que l'Iran apporte à la Russie dans sa guerre d'agression contre l'Ukraine », soulignent les trois pays européens. Pour l'instant, la Russie n'a pas encore utilisé de missiles balistiques iraniens pour frapper des cibles en Ukraine.

Les trois chancelleries travaillent néanmoins à la mise en œuvre de nouvelles mesures contre Téhéran qui seront bientôt proposées aux Etats membres de l'Union européenne. Parmi elles, la dénonciation des accords bilatéraux de services aériens avec l'Iran et l'instauration de sanctions contre les individus et les entités impliqués dans le programme de missiles balistiques et leur transfert à la Russie. La compagnie aérienne Iran Air sera l'une des premières sanctionnées. De leur côté, les Etats-Unis réfléchissent aussi à de nouvelles sanctions.

Accord de Vienne. Emmanuel Macron s'est entretenu par deux fois au téléphone avec son homologue iranien, le 29 juillet et 7 août, le mettant en garde contre tout soutien à l'offensive russe. Il a prévu de le rencontrer en présentiel en marge de l'assemblée générale de l'ONU.

« Toute nouvelle recherche d'accord de la communauté internationale avec l'Iran devra inclure la question des missiles balistiques et de la politique régionale de déstabilisation de la république islamique », confie une source diplomatique française. C'est une vieille requête que portait déjà Jean-Yves Le Drian lorsqu'il était pa-

tron du Quai d'Orsay. Elle se justifie, selon Paris, car une série de restrictions imposées par l'ONU au programme de missiles iranien a expiré en octobre 2023, huit ans après l'adoption de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

En vertu de la résolution 2231 de l'ONU qui a endossé cet accord, l'Iran n'était pas autorisé à exporter ou importer certains missiles, drones et technologies connexes sans l'autorisation du Conseil de sécurité. La Russie ne s'estime donc plus liée par cette restriction à l'importation alors qu'elle a commencé à négocier avec Téhé-

Paris et Tel-Aviv estiment que l'Iran, qui a fait de gros progrès en termes d'enrichissement, serait capable d'avoir la bombe atomique et les vecteurs pour la lancer d'ici un an et demi à deux ans

ran un accord stratégique sur 20 ans. La conclusion de cet accord a été retardée par le décès du président Ebrahim Raisi, en mai dernier.

Les Occidentaux sont particulièrement inquiets, alors que l'accord de Vienne arrive à expiration en octobre 2025. « Il faut faire monter la pression sur l'Iran sur le nucléaire et les autres sujets de déstabilisation régionale », assure un acteur européen. Paris est partisan de la ligne la plus dure avec Israël. Français et Israéliens se consultent très régulièrement au niveau des responsables politiques, du renseignement et des Affaires stratégiques.

« La France est l'un des pays qui a la politique la plus ferme en termes de non-prolifération nucléaire, confirme une source proche du dossier. Et elle est totalement alignée avec Israël sur le dossier iranien avec lequel elle a intensifié les échanges d'information depuis 2015. Les discussions sont très poussées en matière de renseignement et les officiels des deux pays partagent la même analyse des faits et tombent régulièrement d'accord sur la réponse à mettre en œuvre. »

Une délégation israélienne était récemment en France pour faire le point avec les personnes en charge de ce dossier à Paris, de l'Elysée au

Quai d'Orsay en passant par les services secrets. Paris et Tel-Aviv estiment que l'Iran, qui a fait de gros progrès en termes d'enrichissement, serait en mesure d'avoir la bombe atomique et les vecteurs pour la lancer d'ici un an et demi à deux ans.

Sanctions. Les officiels israéliens misent sur leurs homologues français pour imposer la ligne à leurs partenaires européens et même les aider à infléchir la position américaine. Washington est plus enclin à faire des concessions à la république islamique dans le cadre des discussions en cours, dont certaines se déroulent à Oman et au Qatar. Joe Biden a un temps misé sur son émissaire Robert Malley, avant que ce dernier ne soit suspendu pour sa mauvaise gestion de documents classifiés.

Masoud Pezeshkian s'est fait élire sur la promesse de relancer les discussions avec les Occidentaux. Son objectif est de réduire la pression des sanctions, d'où la nomination d'un diplomate aguerri, Abbas Araghchi, au poste de ministre des Affaires étrangères. A Paris comme à Tel-Aviv, on ne se fait guère d'illusion sur les intentions de la République islamique et les faibles marges de manœuvre du nouveau président, toute décision sur le nucléaire restant dans les mains du guide suprême, Ali Khamenei.

@P_Airault ✕



SIPA PRESS

Le président français s'est entretenu par deux fois au téléphone, cet été, avec son **homologue iranien**, le mettant en garde contre tout soutien à l'offensive russe.

Fini les largesses du début de la législature, la situation démographique a entraîné un revirement de taille de l'exécutif En Italie, retour à la réalité sur les retraites

Serrage de vis

L'Italie fait partie des sept pays, avec la France, la Belgique, la Hongrie, Malte, la Pologne et la Slovaquie pour lesquels **la Commission a ouvert une procédure de déficit excessif**.

Francesco Maselli (à Rome)

AU DÉBUT DE LA LÉGISLATURE, le gouvernement Meloni voulait réformer en profondeur le système des retraites, promettant un régime appelé « quota 41 », ouvrant la possibilité d'un départ d'activité avec 41 annuités de cotisations sans tenir compte de l'âge. La réalité du pouvoir a rapidement eu raison de cette promesse, l'exécutif transalpin ayant même pris la direction inverse afin d'équilibrer un système, largement déficitaire, qui représente l'équivalent de plus du 16% du PIB de l'Italie.

Deux ans plus tard, le débat a, lui aussi, totalement changé. Le ministre de l'Economie, Giancarlo Giorgetti, s'alarme continuellement de l'insoutenabilité du système de retraite italien : « Nous parlons beaucoup de pensions dans cette Assemblée, il serait bon de commencer à parler de l'évolution de la population du pays : aucun système de retraites n'est viable dans un contexte démographique tel que celui que nous connaissons aujourd'hui », a-t-il expliqué en juillet dernier lors d'une audition à la Chambre des députés. Selon les prévisions de l'Istat, l'Insee transalpin, l'Italie devrait perdre

environ 3 millions d'habitants en quinze ans, et connaîtra un rude vieillissement de sa population : avant 2036, le marché du travail aura 3,5 millions de travailleurs en moins (-24,7% chez les 35-54 ans).

Plusieurs régimes. La situation a même conduit le ministre de la Fonction publique, Alberto Zangrillo, à proposer, ce lundi, de permettre aux fonctionnaires de partir à la retraite 70 ans avec le versement de primes pour cet allongement de leur carrière. Le gouvernement a déjà introduit, l'an dernier, pour les salariés du privé qui décident de continuer à travailler après 67 ans, une exonération des cotisations salariales de 9,19%. Un revirement

Sans le dire ouvertement, le gouvernement de Giorgia Meloni introduit une dose d'austérité dans la Péninsule

assez spectaculaire par rapport à la plateforme programmatique des partis de la majorité. En effet, lors de son passage au gouvernement en 2018, la Ligue de Matteo Salvini avait introduit une possibilité de déroger au régime de vieillesse ordinaire qui prévoit, pour partir en retraite, soit un âge légal de 67 ans, soit 42 ans et 10 mois de cotisations, quel que soit l'âge.

La mesure Salvini était très généreuse : appelée « quota 100 », elle permettait de manière temporaire, entre 2018 et 2021, de partir à la retraite à 62 ans avec 38 annuités (62 + 38 = 100, d'où son nom).

« Quota 100 » a coûté énormément d'argent. D'abord, elle aura généré environ 65 milliards d'euros de dépenses supplémentaires entre son entrée en vigueur et 2026. Ensuite, elle a contraint les exécutifs successifs à retarder le retour au régime normal, pour éviter d'introduire une disparité socialement inacceptable avec ceux qui avaient pu partir à 62 ans. Résultat, l'Italie a introduit en 2022 le « quota 102 » (64 ans avec 38 années de cotisations) et en 2022 le « quota 103 ». Giorgetti ne voulant pas mettre fin officiellement ce régime plus favorable, a décidé d'agir discrètement. Il a maintenu la possibilité de partir avec le « quota 103 », mais avec une forte décote (plus de 10%) de la pension, et une période de carence, entre le départ en retraite et le premier versement, de sept mois. Aujourd'hui, celle-ci pourrait être élargie au régime ordinaire de 42 ans et 10 mois de cotisations, afin de réduire aussi le nombre de demandes de liquidations dans ce cadre. De facto, partir à la retraite à 67 ans deviendrait la seule possibilité pour toucher la totalité de sa pension dans un délai raisonnable. Sans le dire ouvertement, le gouvernement Meloni introduit donc une dose d'austérité dans la Péninsule.

@FrMaselli ✕

Ko Wen-je est mis en cause dans un scandale immobilier. Son parti est de fait menacé de disparaître **Taiwan: séisme politique après l'arrestation du leader du PPT**

Instabilité

Quelques jours après le placement en détention de Ko Wen-je sur fond d'allégations de corruption, **la Chine a accusé le président taïwanais de persécuter ses rivaux**.

Claude Leblanc

CONSIDÉRÉ COMME L'ARBITRE de la vie politique taïwanaise depuis les élections législatives et le scrutin présidentiel de janvier, le Parti du peuple taïwanais (PPT) tremble sur ses bases depuis que son fondateur et président, Ko Wen-je est mis en cause dans une enquête pour corruption. Candidat à la dernière présidentielle, l'ancien maire de Taipei a réussi à imposer le PPT comme la troisième force politique, parvenant notamment à capter les suffrages de la jeunesse déçue par le bilan économique et social du Parti démocrate progressiste (PDP) qui a perdu la majorité au Parlement, mais conservé la présidence de Taïwan. Lors de la présidentielle, Ko Wen-je a réuni 26% des voix, un résultat remarquable pour un parti créé seulement en 2019. Le PPT s'est également imposé comme le faiseur de roi lors des élections législatives simultanées où, avec huit sièges, il détient désormais l'équilibre des pouvoirs au sein du Yuan législatif qui compte 113 sièges.

Mais cette position et l'avenir même de la formation sont aujourd'hui remis en question à la suite de l'enquête lancée contre M. Ko à propos de malversations concernant un projet immobilier qui aurait eu lieu pendant qu'il était maire de la capitale taïwanaise de 2014 à 2022. Ko Wen-je a été arrêté, le 5 septembre, dans le cadre des investigations, contribuant à susciter des interrogations sur la suite de sa carrière politique et de la capacité de sa formation à résister à cette crise. La question se pose avec d'autant plus d'acuité que le PPT s'est constitué autour de sa personne et que c'est son aura qui lui a largement permis de fédérer les électeurs pour remodeler le paysage politique jusque-là dominé par le Kuomintang (KMT) et le Parti démocrate progressiste. Certaines voix estiment déjà que si le patron du PPT est reconnu coupable, cela signera l'arrêt de mort de sa formation. Cela ferait les affaires du PDP qui récupérerait le vote de la jeunesse au détriment du KMT jugé trop conciliant à l'égard de la Chine par cette même jeunesse qui s'était mobilisée en 2014 pour empêcher la mise en œuvre d'une politique trop pro-chinoise.

Goutte de trop. L'enquête n'en est qu'à ses débuts et rien ne dit que Ko Wen-je n'en sortira pas blanchi. Toutefois, elle porte un coup puissant à ce parti qui soulève, depuis plusieurs mois, de nombreuses questions sur sa gestion et son positionnement. Dans un rapport d'audit publié en août, l'organisme chargé d'examiner les comptes a constaté que le PPT avait collecté 84,3 millions de NT\$ (2,3 millions d'euros) en 2023, mais n'avait pas déclaré de dépenses de campagne. Le mois précédent, Ann Kao a été suspendue de ses fonctions de maire de Hsinchu et exclue du PPT après avoir été reconnue coupable de corruption et condamnée à plus de sept ans de prison. Aussi, le placement en détention pour la deuxième fois de Ko Wen-je après qu'un tribunal a annulé une décision de le remettre en liberté - en invoquant le risque qu'il détruise des preuves et soit de connivence avec des témoins - pourrait s'avérer être la goutte de trop dans un vase déjà rempli d'eau trouble. Si la responsabilité de M. Ko venait à être confirmée au terme de l'enquête qui permet aux juges de le détenir sans droit de visite pendant une période pouvant aller jusqu'à quatre mois, les conséquences pourraient dépasser le cadre politique intérieur et avoir des répercussions sur les relations avec Pékin. Autant le président William Lai, élu en janvier, est honni par la Chine, autant Ko Wen-je avait adopté une position neutre qui était considérée par les Chinois comme un gage pour empêcher le PDP d'aller trop loin dans sa stratégie d'indépendance, dont ils ne veulent pas entendre.

@Japonline ✕

La fabrique de l'Opinion

Les invités du 8 Bellini

Thierry Keller et Mathieu Souquière

« Plutôt que de parler d'archipellisation ou de fracturation, nous observons une diversité et une hybridation »

À travers des enquêtes et des analyses, *La France à 20 heures ou l'heure d'être ensemble* (éditions de l'Aube) décrit des Français qui prennent plaisir à vivre ensemble. Deux des auteurs de cet ouvrage collectif détaillent les bouleversements en cours au sein de la société et reviennent sur certaines idées reçues.

Le titre de votre livre, *La France à 20 heures*, intrigue. De quoi parlez-vous ?

Mathieu Souquière. Des grandes transformations de la société française à travers ce qui s'y passe de concret à 20 heures. Nos dix articles plongent en piqué dans des endroits très différents, décrivant et analysant des univers et des personnes très variés. Notre intuition initiale est que nous nous sommes enfermés dans une vision de la France perçue comme une société archipelisée, enfiévrée. Cette approche a eu des vertus, mais ne peut résumer une situation infiniment plus complexe.

Vous ne citez pas nommément Jérôme Fourquet, mais vos analyses le contredisent.

M.S. Non, le travail de Jérôme Fourquet est précieux et nous en sommes de grands lecteurs. Il n'y a pas de volonté de s'opposer à sa vision, mais une nécessité, à nos yeux, de la dépasser.

Thierry Keller. Il a le talent rare de reformuler clairement ce que tout le monde pense en son for intérieur. Mais, même s'il n'est plus la grand-messe d'autrefois comme le dit Fourquet, le journal de 20 heures, par exemple, est encore massivement regardé. Le besoin d'être ensemble est criant. D'une certaine manière, nous avons fait le livre des JO avant les JO.

En quoi l'heure de la pub, à 20 heures, rassemble-t-elle les Français, comme l'écrit Raphaël Llorca ?

M.S. La publicité a compris qu'elle devait façonner nos imaginaires collectifs autrement qu'à travers une logique consumeriste. Désormais, la créativité des agences s'oriente différemment : le message compte autant que le produit, le sens compte autant que la vente. D'où ce paradoxe ultime : la publicité doit aussi vendre la sobriété. Les acteurs économiques s'intéressent à autre chose qu'à leurs marges. Et notamment au bien commun. Un des coauteurs, Pascal Demurger, parle même d'entreprise « politique ».

T.K. Les marques se sont mises à faire de la politique et cherchent à rassembler. Beaucoup d'entre nous [les auteurs du livre] sommes consultants et travaillons au cœur de la fabrique du récit de l'entreprise. Nous observons un véritable changement de paradigme.

C'est la preuve de la formidable capacité du capitalisme à s'adapter. On lui demande des pâtes sans gluten, il les fabrique !

M.S. Il n'est pas forcément insincère : des dirigeants ont pris la mesure de leur responsabilité au-delà de leur rôle économique. Ils ont des enfants, souvent entre 15 et 25 ans, qui les rappellent à leurs devoirs moraux. Des gamins qui ont une conscience politique et dont les schémas de réussite ne sont plus forcément ceux de leurs parents.

Qu'est devenu le journal de 20 heures ?

M.S. A 20 heures, tout le monde n'est plus devant TF1, mais tout le monde est devant un programme, que ce soit le JT classique ou

le 19h 45 de M6, Yann Barthès, Cyril Hanouna ou une chaîne d'information en continu. Au total, le nombre de personnes souhaitant s'informer est le même. Plutôt que de parler d'archipellisation ou de fracturation, nous observons une diversité et une hybridation.

Vous dites que l'on passe plus facilement de Cnews à Quotidien que du Figaro à Libération.

M.S. Depuis nos canapés, c'est plus facile !

T.K. Nous ne sommes plus enfermés dans des identités figées. Elles sont multiples, mouvantes et parfois même antagoniques. Je connais des responsables d'entreprise industrielle qui militent dans des mouvements écologistes radicaux le week-end ou le soir.

Pourquoi a-t-on un sentiment de polarisation de l'espace médiatique ?

M.S. Tristan Guerra, auteur du chapitre sur le journal de 20 heures, l'explique. Les médias s'inspirent de la hiérarchie des chaînes d'information qui elles-mêmes élaborent leur conducteur à partir des réseaux sociaux. Or le nombre de contributeurs actifs sur ces réseaux, ceux qui nourrissent la polarisation, est infime.

Vous nous faites plonger dans le monde des Châteaufort.

T.K. Il s'agit du leader des organisateurs de séminaires pour entreprises. A Paris comme en province, les entreprises et leurs principaux managers, le Comex, le top 50, 100 ou 200, se mettent au vert dans un endroit agréable. Le séminaire que nous décrivons est une fiction, mais s'inspire de nos expériences de consultant.

Ce qui vous permet d'analyser les bouleversements du monde du travail.

M.S. Dire que plus personne ne veut travailler est faux : le travail a simplement changé de signification. Les salariés n'en attendent plus seulement un revenu et un statut, comme hier, mais du sens, pour eux-mêmes et pour la société. Le modèle du patron autocrate n'existe plus. Le concept de la raison d'être a émergé grâce à la loi Pacte. Longtemps, pour dégager des marges, les patrons utilisaient deux variables d'ajustement : le social, en dégraissant, et la nature, en polluant. C'est heureusement devenu inaudible. Aujourd'hui, plus personne n'envisage la création de valeur sans l'affirmation de valeurs.

T.K. La loi Pacte est une spécificité française, nous sommes le seul pays au monde à disposer d'une telle législation. Il est l'aboutissement du rapport Notat-Senard, et va donner naissance à

« Tout le monde est attaché au rituel du dîner, quels que soient la classe sociale et l'âge : les ados y tiennent tout autant que les adultes »



Thierry Keller (à gauche) et Mathieu Souquière.

la directive CSRD, applicable à partir du 1^{er} janvier. C'est une vraie rupture culturelle pour le monde des affaires.

M.S. Autrefois, l'entreprise irriguait la société à travers la vente de ses produits et de ses services. Le mouvement s'inverse : la société s'invite dans le fonctionnement des entreprises, à travers l'égalité femmes-hommes, l'inclusion, la diversité, la transition environnementale. L'économie est percuté par le sociétal.

T.K. Aucune personne de moins de 35 ans ne dit plus qu'elle veut « faire carrière ». Le métier compte, la vie ailleurs aussi. Un des grands enjeux est que cette révolution touche aussi les cols-bleus, surtout à un moment où l'on s'efforce de réindustrialiser.

Le travail bouge, le dîner reste sacré, dites-vous

T.K. Il est amusant de constater que l'on dîne à peine une demi-heure plus tôt en province qu'à Paris. Le cliché « chacun va chercher son repas au frigo » est faux. Comme l'explique Jean-Daniel Lévy dans le chapitre d'introduction, ce moment ensemble est toujours structurant. Tout le monde est attaché au rituel du dîner, quels que soient la classe sociale et l'âge : les ados y tiennent tout autant que les adultes.

M.S. Parallèlement, on assiste à une politisation de l'assiette : on ne peut plus produire et consommer la nourriture comme avant. Manon Fleury, jeune femme cheffe, que nous avons interviewée, revendique une cuisine engagée : elle veut sortir du schéma traditionnel de la gastronomie, avec son vocabulaire et son organisation viriliste, voire militaire, faite de « brigades » et de « chefs de rangs ». Elle s'entoure de femmes, travaille avec des produits locaux. Elle a même agrandi son espace de stockage pour diminuer la fréquence des transports. Elle le fait au détriment de sa marge puisqu'elle dispose de moins de places pour les tables.

On va finir par l'Ephad. Même là vous voyez des gens heureux !

T.K. L'Ephad est une France en miniature. Les gens y sont plus heureux qu'on ne le dit et beaucoup plus solidaires. J'ai rencontré les résidents d'un établissement du XIX^e arrondissement à Paris et j'ai été frappé par l'esprit de solidarité. Les personnes âgées sans famille reçoivent la visite de celle des autres pensionnaires. On célèbre les fêtes des autres, Noël pour les musulmans, par exemple. En revanche, signe des temps, à 20 heures, tout le monde est dans sa chambre, le repas et la toilette sont faits. Les chambres sont personnalisées.

M.S. La maltraitance, *Les fossoyeurs* [Victor Castanet, éditions Fayard] cela existe, mais ce n'est pas représentatif des 7 000 Ephad du pays. Il y a du lien entre les auxiliaires de vie et les résidents, entre les résidents. La question du vieillissement reste devant nous. Le XX^e siècle a inventé la jeunesse et a trouvé le moyen de la financer, à travers les écoles, les lycées, les facultés. Le XXI^e siècle découvre la vieillesse et devra y répondre, sur le plan social et économique. Ce sera un progrès de plus : faisons-nous confiance.

Interview
Corinne Lhaïk
@clhaik



Coauteurs

Thierry Keller et Mathieu Souquière sont consultants, essayistes et membres du collectif Les choses de la vie.

Lignes de fond Budget 2025 : notre dernière chance pour une logique de long terme

La chronique
de Philippe
Mudry



PIERRE CHIQUELIN

Michel Barnier n'a que quelques jours pour réaliser l'impossible : doter la France d'un budget préparé par d'autres tout en convainquant Bruxelles de sa capacité à la mettre sur la bonne voie de sortie de la procédure engagée contre elle pour déficit excessif. Chacun s'attend à ce que les retouches opérées en dernière minute et le énième délai européen négocié ne lui permettent d'appliquer, au mieux, qu'une rustine sur le pneu mille fois rechapé des finances publiques. Sauf à convaincre qu'il est l'homme de la rupture avec les expédients et de l'engagement de la France dans une logique de long terme.

Entre une extrême droite qui l'a mis sous « surveillance » et une gauche décidée à le censurer, le Premier ministre sait que l'Assemblée le considère comme de passage. Raison de plus pour la prendre à contrepied et engager, partout où c'est possible, des réformes de long terme.

Il est réconfortant que ce soit un homme aussi exceptionnel que Jacques de Larosière qui l'encourage dans cette voie. L'ancien patron du FMI, qui a aussi pensé la réforme financière après la grande crise de la fin des années 2000, le déclare tout de go au *Figaro* : « On peut trouver 200 milliards d'économies sur dix ans (...) sans toucher aux dépenses sociales ni provoquer une déflagration politique. »

Innovations. Comment ? Un nouveau recul « modéré » de l'âge de la retraite, une réforme de notre « millefeuille » territorial, une réduction du coût de l'apprentissage via une participation des entreprises, une réduction résolue du nombre des fonctionnaires. Toutes réformes difficiles à avaler pour un Parlement surchauffé, mais crédibles avec un calendrier adéquat ; et, quoi qu'on en dise, acceptables par une opinion qui se soucie de ses enfants et petits-enfants, surtout si elles s'accompagnent d'une chasse sans merci aux abus dont souffrent nos comptes sociaux.

D'autres innovations sont possibles, qui n'auraient rien de symbolique quoique n'apportant aucun remède immédiat. La création d'un vrai Fonds souverain français en est une, et ce n'est pas parce que le RN l'a proposé qu'il ne faut pas inviter les parlementaires à en ouvrir le chantier. Bien des poches de capital public existent, comme la Caisse des dépôts, Bpifrance, le Fonds de réserve des retraites, l'Agence des participations de l'Etat, la Cades... ; mais aucune logique d'ensemble n'y préside au niveau de l'Etat, quand ce n'est pas celle d'un désintérêt progressif, comme dans le cas du FRR, voire de la Cades.

Un tel Fonds, dont la représentation nationale devra fixer les traits, donnerait à la jeunesse un gage de solidité de notre modèle social, et une visibilité internationale sans égale, décisive pour les marchés financiers. Les Etats-Unis viennent de se rallier à cette idée : notre pays sera-t-il le dernier à en mesurer l'intérêt ?

@PhMudry

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courmeuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

**7H-9H
EUROPE 1 MATIN**
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

Europe 1

Pour répondre au coût de la vie étudiante, nous proposons le **Prêt étudiant 0% TAEG fixe^[1]**. C'est ça être une entreprise à mission.

Retrouvez tous nos engagements sur **cic.fr/engagements**

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos capacités de remboursement avant de vous engager.

Exemple : Crédit amortissable de 15 000 € sur 10 ans, 120 mensualités de **125 €**. **TAE** **FIXE** de **0%** [taux débiteur fixe : 0%].
Montant total dû : 15 000 €. Sans frais de dossier. Hors assurance facultative (Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Invalidité et Incapacité de Travail) calculée sur le capital restant dû, avec un montant de 1^{ère} cotisation mensuelle de 9,83 €, montant total 602,13 €, TAEA de 0,79%. Conditions au 20/07/2024. Intérêts pris en charge par la Banque.



Construisons pour que le monde bouge.

AUSTRALIEGAD

(1) OFFRE DE CRÉDIT SOUMISE À CONDITIONS, jusqu'à 50 000 euros et valable jusqu'au 31/12/2024, réservé au 1er prêt destiné à financer les études, pour les 18-27 ans détenteurs d'une offre groupée de services CIC, inscrits dans un cycle d'enseignement supérieur français, et selon quotient familial. Après étude et sous réserve d'acceptation de votre dossier par l'Agence CIC. Délai légal de rétractation de 14 jours.
Voir conditions détaillées en Agence CIC et sur www.cic.fr
CIC Crédit Industriel et Commercial - Société anonyme au capital de 611 858 064 euros - 6 avenue de Provence 75009 Paris - RCS Paris 542 016 381 - N° ORIAS : 07 025 72

cic.fr

L'armée américaine se redéploie en Afrique pour lutter contre les islamistes

Les Etats-Unis redéployent progressivement des avions et des commandos sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest. Leur objectif est d'arrêter au plus vite la progression des combattants d'Al-Qaïda et de l'organisation de l'Etat islamique (Daech) dans l'une des régions les plus instables de la planète.

Les forces américaines ayant été chassées cet été de leur bastion régional au Niger, pays plus à l'intérieur des terres, le Pentagone s'emploie désormais à mettre en place un plan de contre-insurrection de secours dans les pays voisins. Dans le cadre de cette opération, les Etats-Unis remettent en état un aéroport au Bénin pour y accueillir des hélicoptères américains, stationnent des bérets verts et des avions de surveillance en Côte d'Ivoire et négocient le retour des commandos américains sur une base qu'ils occupaient au Tchad.

« La perte du Niger signifie que nous n'avons plus la possibilité de peser directement sur la lutte contre le terrorisme et la contre-insurrection au Sahel », explique le général de division à la retraite Mark Hicks, ancien commandant des forces d'opérations spéciales américaines en Afrique, en faisant référence à la vaste bande semi-désertique située juste au sud du Sahara.

Les milices islamistes font des ravages dans le cœur du Sahel – Mali, Burkina Faso et Niger – en attaquant la police et l'armée, en alimentant les griefs des populations locales, en imposant leur version rigoureuse de l'islam dans les villages occupés et en causant quelque 38 000 morts depuis 2017, selon le Centre d'études stratégiques pour l'Afrique du Pentagone, qui a analysé les chiffres recueillis



ADRIENNE SURPRENANT/MYOP FOR WSJ

Un instructeur américain et des soldats béninois lors d'un exercice militaire à Ouassa, en 2023.

par le Armed Conflict Location & Event Data Project, un service de surveillance à but non lucratif basé aux Etats-Unis.

Environ 200 personnes ont été tuées au Burkina Faso en une seule journée à la fin du mois d'août, selon les Nations

unies. L'ONU a déclaré que des membres présumés du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une filiale d'Al-Qaïda, ont tiré sur des civils qui creusaient, en vain, des tranchées afin de protéger leur ville contre de telles attaques.

Au cours des deux dernières années, des miliciens ont surgi dans les pays plus prospères et plus stables situés le long du golfe de Guinée.

Détacher des forces américaines dans des pays côtiers tels

que la Côte d'Ivoire et le Bénin est « stratégiquement la seule option qu'il nous reste », affirme le général à la retraite Hicks.

Le commandement du Pentagone pour l'Afrique a chargé une équipe de dix personnes, sous la direction du général de

division Kenneth Ekman, de déterminer comment redéployer une partie des 1100 soldats américains expulsés du Niger après que l'armée de ce pays a renversé un gouvernement civil pro-amé-

Lire AFRIQUE en page II

Le dollar fantôme qui alimente la finance parallèle

Aux Etats-Unis, une monnaie non réglementée est en train de miner les efforts des autorités pour lutter contre ceux qui trafiquent des armes, contournent les sanctions ou inventent des

arnaques en tous genres. L'an passé, son réseau a vu circuler autant d'argent que celui des cartes Visa. Et elle a fait plus de bénéfices que BlackRock alors qu'elle emploie beaucoup moins

de salariés que le géant de l'investissement.

Son nom : tether. La cryptomonnaie, par laquelle circulent chaque jour quelque 190 milliards de dollars, est devenue un rouage important du système financier international.

Schématiquement, le tether est un dollar numérique. Sauf qu'il est détenu par des gens qui font profil bas et le contrôlent depuis les Iles vierges britanniques. Ses activités, elles, sont globalement inconnues des pouvoirs publics.

Appartenant à la catégorie des « stablecoins » parce qu'il a une parité fixe d'un dollar pour un tether, il s'est d'abord fait un nom chez les aficionados des cryptos, avant de progresser dans les tréfonds de la finance parallèle, alimentant une économie souterraine qui échappe à la justice américaine.

Iran, Venezuela, Russie : partout où Washington a restreint

l'accès au système financier classique en dollars, le tether, sorte de billet vert incognito, prospère et sert à faire passer les frontières aux flux monétaires.

Oligarques russes et trafiquants d'armes l'utilisent pour s'offrir des propriétés à l'étranger ou payer leurs fournisseurs de biens sous sanction. La compagnie pétrolière nationale vénézuélienne y a recours pour encaisser la vente de son or noir. Et des cartels de la drogue aux fraudeurs, en passant par les groupes terroristes comme le Hamas, le tether est utilisé pour blanchir de l'argent.

À l'autre bout du spectre, dans des économies dysfonctionnelles comme l'Argentine ou la Turquie où l'hyperinflation fait rage et les devises fortes manquent, les gens ordinaires s'en servent pour leurs achats quotidiens et pour protéger leur épargne. Le tether est sans conteste le premier

Lire FINANCE en page II

L'Airbus du futur ne décolle pas

L'histoire du commerce reforge de produits formidables qui ont fait un flop : Betamax, l'ordinateur Amiga de Commodore et l'Aston Martin Lagonda de 1974, par exemple. Pour l'Airbus A220, éviter de connaître un destin similaire est une lutte de tous les instants.

Cet avion est durement touché par des problèmes de longévité des réacteurs qui obligent les compagnies aériennes à annuler des vols et à maintenir leurs équipages au sol. Pratt & Whitney, filiale de RTX, a annoncé que nombre de ses turboréacteurs à double flux PW1500G, censés accomplir 20 000 cycles de vol, devraient être renvoyés à l'atelier de maintenance au bout de 5 000 cycles. Certains sont même renvoyés avant 600 cycles de vol. Selon des estimations réalisées au mois d'août par la société d'analyses IBA, 15% des A220 du monde sont cloués au sol et 42% sont à l'âge où des ins-

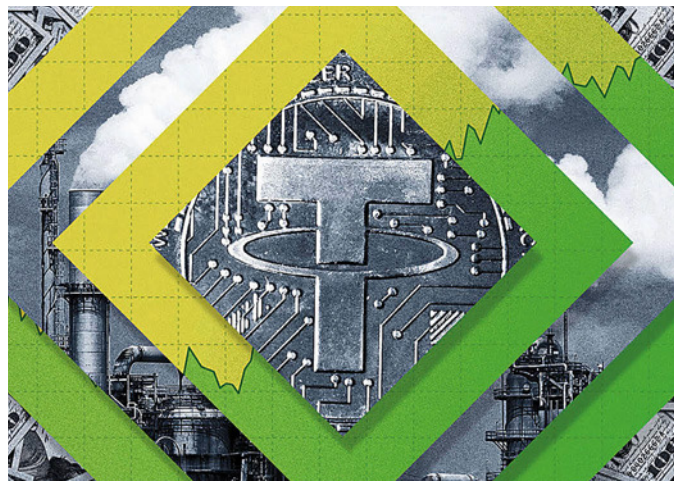
pections sont nécessaires ou ont déjà été réalisées.

L'A220 devrait être la fierté du secteur aérospatial. Seul avion monocouloir « nouvelle génération » construit ces dernières années (les designs de l'A320 et du Boeing 737 remontent à 1986 et 1966, respectivement), c'est une audacieuse tentative de l'avionneur canadien Bombardier de perturber le duopole des avions de ligne.

Lorsqu'il est entré en service en 2016, il s'appelait CSeries. Constitué d'une cellule légère comportant des matériaux composites, il est doté de grands hublots et d'un cockpit de conception nouvelle. Il consomme 25% de carburant par siège en moins et est devenu un modèle prisé tant des pilotes que des passagers.

Sa plus petite version, l'A220-100, transporte entre 110 et 120 passagers et permet à de grandes

Lire AIRBUS en page II



RACHEL MENDELSON/WSJ, GETTY (2), ISTOCK (2)

Le tether est une cryptomonnaie par laquelle circulent chaque jour quelque 190 milliards de dollars.

AFRIQUE

Suite de la page 1

ricain l'année dernière. Le retrait américain comprenait l'évacuation de trois avant-postes des forces spéciales et le renvoi des drones de surveillance d'une base dont la construction a coûté 110 millions de dollars au Pentagone et qui a été mise en service il y a cinq ans dans la ville désertique d'Agadez.

« Nous déplaçons des forces, mais le problème majeur est que nous avons toujours les mêmes objectifs de sécurité, et qu'ils

Plusieurs pays bordant le golfe de Guinée perçoivent le danger imminent venant du nord et placent leurs espoirs dans la protection offerte par une présence militaire américaine élargie

sont devenus plus difficiles à atteindre », a déclaré le général Ekman lors d'une interview.

La propagation de la violence islamiste a sapé la légitimité déjà fragile des gouvernements du Mali, du Burkina Faso et du Niger, provoquant une série de coups d'Etat militaires dans ces pays depuis 2020. Les Etats-Unis ont critiqué les putschs militaires et, conformément à la législation américaine, ont réduit l'aide sécuritaire accordée aux nouvelles juntes.

En réponse, les dirigeants militaires ont chassé les forces antiterroristes occidentales, notamment les Américains et les

Français, et se sont tournés vers la Russie pour obtenir une assistance sécuritaire. Launte malienne a engagé des mercenaires du groupe Wagner, alignés sur Moscou, pour assurer la protection du régime et combattre les milices, accentuant ainsi le fossé qui sépare le Mali de l'Occident. Le Burkina Faso et le Niger ont engagé de plus petits contingents de combattants russes pour former leurs troupes.

Les gouvernements occidentaux ont accusé les mercenaires soutenus par le Kremlin de commettre des atrocités tout en pillant les ressources africaines. « [L'Occident] a été remplacé par un acteur particulièrement vil qui ne fera qu'aggraver la situation au Sahel », observe le général à la retraite Hicks.

Les exactions de Wagner, dont les centaines de personnes assassinées dans le village malien de Moura en 2022, ont eu un effet pervers qui a profité aux milices. « Leurs actions ont permis de recruter des combattants », indique Ibrahim Cissé, chef d'une communauté dans la région où se trouve le village.

La France, ancienne puissance coloniale dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest et chef de file de la réponse militaire internationale à l'insurrection islamiste dans cette région, est en train de repenser son dispositif militaire depuis que les juntes du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont ordonné le départ de ses soldats.

Les garnisons françaises bien connues en Afrique de l'Ouest sont devenues la cible de manifestations pro-russes qui affirment que la France met en œuvre un stratagème néocolonial pour raviver l'influence de l'Occident. Face à cette situation, Paris est en train de déplacer des instructeurs vers des bases militaires locales au Gabon, au Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Tchad, selon un responsable français.

La France maintiendra toutefois sur le pied de guerre des milliers de soldats sur son territoire, prêts à intervenir en Afrique dans les plus brefs délais,



DIANA ZEYNEB ALHINDAWI FOR WSJ

Des soldats des forces spéciales ghanéennes s'entraînent dans le nord du Ghana, encadrés par des commandos occidentaux.

a précisé ce responsable. « La France restera impliquée sur le continent, mais de manière moins visible. »

Plusieurs pays bordant le golfe de Guinée perçoivent le danger imminent venant du nord et placent leurs espoirs dans la protection offerte par une présence militaire américaine élargie.

Les Etats-Unis ont stationné une unité des forces spéciales à Cotonou, la plus grande ville du Bénin, et comptent sur ces commandos pour conseiller les troupes béninoises dans leurs missions de lutte contre le terrorisme.

Washington a déboursé 4 millions de dollars pour remettre en état les voies de circulation et installer des abris pour les avions dans les aéroports situés près de la ville de Parakou, au centre du Bénin. Le Pentagone a positionné trois hélicoptères loués à des compagnies privées et des médecins à Parakou afin d'évacuer les blessés sur les champs de bataille le long des frontières du Burkina Faso, du

Niger et du Nigéria. « Nous avons déplacé ici des ressources de premier plan », a déclaré le général Ekman. « Ce n'est qu'un début. »

En juillet, l'aviation américaine a secouru 29 soldats béninois soudainement pris au piège par des crues à l'intérieur du parc national de la Pendjari, un point de passage pour les militaires qui s'infiltrèrent au Bénin à partir du Burkina Faso.

« Cette aide est très importante pour les forces armées béninoises, et nous attendons un appui en matière de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, qui ne devrait pas tarder à arriver », explique un officier supérieur de l'armée béninoise.

Les Etats-Unis ont positionné une équipe de bérets verts en Côte d'Ivoire pour former les forces locales. Deux avions de surveillance loués par le gouvernement américain décollent d'Abidjan, la plus grande ville du pays, et fournissent des vidéos à un centre de renseignement militaire qui les transmet ensuite aux troupes

ivoiriennes opérant le long de la frontière avec le Burkina Faso, a détaillé le général Ekman.

Un porte-parole militaire ivoirien n'a pas répondu à une demande de commentaire.

Parallèlement, le général Ekman a entamé des négociations avec le Tchad, dont les troupes combattent Boko Haram et les militants de Daech autour du lac Tchad. Les relations entre Washington et N'Djaména étaient tendues, en partie parce que le président du pays, Mahamat Idriss Déby, est arrivé au pouvoir par une manœuvre anticonstitutionnelle après la mort sur le champ de bataille de son père, l'homme fort de longue date du pays, Idriss Déby, en 2021.

Au début de l'année, un général de l'armée de l'air tchadienne a ordonné à un petit contingent de troupes américaines de quitter sa base, ce qui a porté un nouveau coup à la stratégie des Etats-Unis dans la région.

Mais, depuis, le président Déby a remporté des élections que les Etats-Unis ont jugées suf-

fisamment démocratiques, malgré les objections des groupes de défense des droits locaux et internationaux, pour ouvrir la voie à un renforcement des liens sécuritaires.

Le général Ekman cherche désormais à obtenir le rétablissement d'un quartier général régional américain au Tchad et peut-être le déploiement de bérets verts pour reprendre la formation des 11 000 membres de la force antiterroriste tchadienne, à laquelle les Etats-Unis avaient fourni des camionnettes et des gilets pare-balles.

Le Ghana, une puissance régionale qui n'a pas encore fait état d'attaques terroristes, a organisé de nombreux exercices militaires avec les forces spéciales américaines. Mais un représentant du gouvernement ghanéen a déclaré : « Nous n'avons pas l'intention de renforcer la présence américaine au Ghana et nous n'avons pas donné notre accord à ce sujet ».

De la même manière, le Nigeria, la plus grande puissance militaire de la région, aimerait acquérir des hélicoptères, des véhicules blindés et d'autres équipements américains, mais n'est pas enclin à accepter une présence durable de troupes américaines, a indiqué le général M. Ekman.

« Pour de nombreux pays africains, un contingent américain, même minime, est important », a déclaré un responsable occidental au Sahel.

Le général Ekman a reconnu qu'il était peu probable que les Etats-Unis reconstituent une force antiterroriste couvrant le Tchad, le Bénin et la Côte d'Ivoire, comme celle qu'ils ont maintenue au Niger. « Nous faisons ce que nous pouvons, mais pas nécessairement tout ce que nous pourrions ou devrions faire », a-t-il résumé.

Michael M. Phillips et Benoit Faucon

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

AIRBUS

Suite de la page 1

compagnies aériennes comme Delta Air Lines et Swiss International Air Lines de remplacer de vieux appareils de leurs lignes régionales par des aéronefs de meilleure qualité.

Le plus grand modèle, l'A220-300, est une catégorie à lui seul : ses plus ou moins 170 sièges en font l'avion idéal pour les compagnies nationales de petits pays européens, comme la compagnie lettone airBaltic,

qui dépendaient autrefois de variantes réduites et moins efficaces de l'A320 et du 737. Les start-up l'utilisent pour ouvrir de tout nouveaux marchés sur des itinéraires directs plus rares et peu chers : Breeze Airways, créée en 2018 par David Neeleman, le fondateur de JetBlue Airways, y a recours sur des itinéraires non desservis jusqu'ici, comme Providence-Denver et Charleston-Cincinnati.

Pourtant, ses problèmes ont commencé dès l'origine. Outre les retards et les dépassements de coûts, Bombardier a dû lut-

ter commercialement avec les deux grands noms en place qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour lui mettre des bâtons dans les roues. En 2017, par exemple, Boeing a déposé une plainte pour dumping. L'entreprise canadienne a fait faillite et, malgré un renflouement par le gouvernement, s'est vue forcée de transférer le contrôle des CSeries à un prix dérisoire. Les commandes ont explosé en 2018, tandis qu'Airbus rebaptisait l'avion A220, puis en 2022 et 2023, lorsque les voyages ont repris après la pandémie.

Aujourd'hui, le nombre d'annulations dépasse celui des commandes. EgyptAir, dont les avions pâtissent des conditions chaudes et poussiéreuses de la région où ils volent, s'est débarrassée de ses 12 A220 au début de l'année. Cyprus Airways, relancée en 2017, a fait le pari risqué de doubler sa flotte avec l'achat de deux A220 flambant neufs, et les deux ont eu des problèmes de réacteurs.

La compagnie n'en a pas moins pris livraison d'un A220 la semaine dernière, affrété par le bailleur floridien Azorra qui conserve toute sa confiance au modèle et a racheté la flotte d'EgyptAir. Cependant, la compagnie aérienne chypriote a renoncé à une seconde livraison et mis fin aux négociations pour une autre éventuelle commande.

Selon Tasos Michael, président exécutif de Cyprus Airways, l'avion ne doit pas être vendu tant que les problèmes ne seront pas résolus ou que les fabricants ne proposeront pas davantage d'assistance. « Cela va ralentir la généralisation de l'utilisation de cet appareil », juge-t-il.

Il est vrai que les problèmes de réacteurs sont monnaie courante. L'A320neo et l'E-Jet E2 d'Embraer (sans doute le principal concurrent de l'A220) ont eu le même type de souci avec leurs turboréacteurs à double flux. Les réacteurs de GE Aerospace ont, eux aussi, connu des problèmes de longévité. Les entreprises affectées se sont vu

proposer des solutions : Pratt & Whitney a fourni tout un lot de réacteurs surnuméraires à certains transporteurs comme Delta et Air France. D'autres, comme airBaltic, bénéficient d'une assistance constante au sol par des ingénieurs.

Cependant, la pénurie de pièces détachées et les trop longues listes d'attente pour

expérience récente a appris aux compagnies aériennes à se méfier des calendriers.

Le problème d'Airbus est qu'il a besoin d'atteindre et de maintenir un niveau de production de quatorze A220 par mois pour qu'ils soient rentables, et qu'il n'en est qu'à six pour l'instant. Cet avion pourrait, théoriquement, jouer un rôle crucial à l'avenir : fabriquer un A220 plus grand pour faire une concurrence directe au 737 et remplacer l'A320neo par quelque chose de plus optimisé pour le marché des moyens courriers en pleine expansion permettrait d'arracher une part de marché encore plus grande à Boeing. Mais il n'est pas facile de concevoir une stratégie autour d'un appareil qui a des problèmes de réacteurs et pâtit d'une demande incertaine.

En fin de compte, la qualité de la conception pourrait tout de même prendre le pas sur tout le reste. Quoi qu'il en soit, l'A220 illustre parfaitement la situation inconfortable d'un secteur aérospatial occidental qui s'est parfois un peu trop appuyé sur la remise à jour de vieilles technologies.

Jon Sindreu
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original



SIPA PRESS

Le nombre d'annulations d'Airbus A220 dépasse celui des commandes.

FINANCE

Suite de la page 1

succès concret de la révolution des cryptomonnaies née il y a une dizaine d'années. Il a rendu ses propriétaires immensément riches et possède 120 milliards de dollars d'actifs, pour l'essentiel des bons du Trésor américain (des placements sans risque), ainsi que des positions sur l'or et le bitcoin. L'an passé, il a affiché un bénéfice de 6,2 milliards de dollars, soit 700 millions de plus que BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs au monde.

En début d'année, son directeur général Paolo Ardoïno s'est vanté d'avoir gagné, avec moins de cent salariés, plus d'argent que n'importe quelle entreprise sur Terre.

Tether veut bâtir « un système financier international accessible, plus juste et plus

En début d'année, le directeur général de Tether Holdings, Paolo Ardoïno, s'est vanté d'avoir gagné, avec moins de cent salariés, plus d'argent que n'importe quelle entreprise sur Terre

connecté », affirmait-il dans un communiqué de presse publié en mai. Il revendique plus de 300 millions d'utilisateurs.

Sur le principe, les sanctions permettent à Washington d'empêcher ses adversaires de commercer en dollars, donc d'avoir accès à l'essentiel des échanges internationaux puisque toutes les transactions en dollars passent par des banques américaines. Le tether, c'est le grain de sable dans cette machine bien huilée.

« Ce qu'il nous faut, c'est un cadre réglementaire qui empêche les émetteurs de stablecoins offshore adossés au dollar de jouer avec des règles différentes », a déclaré Wally Adeyemo, secrétaire adjoint au Trésor américain, au *Wall Street Journal*. En avril, lors d'une audition devant le Congrès, il avait évoqué le tether.

Pour préparer cet article, le *WSJ* s'est entretenu avec des utilisateurs du tether, des chercheurs et des responsables. Nous avons également consulté des échanges entre intermédiaires, des documents judiciaires, des publications d'entreprise et des données de la blockchain.

Tether n'a pas répondu aux demandes de commentaire. En mai, l'entreprise a indiqué qu'elle collaborait avec les autorités et qu'elle renforçait ses capacités de suivi des transactions liées au contournement des sanctions. En outre, elle a précisé qu'elle avait, d'elle-même, gelé des portefeuilles numériques utilisés pour transférer des tethers quand ces wallets étaient liés à des entités sanctionnées. Selon M. Ardoïno, Tether adopte « une démarche proactive de protection de [son] écosystème contre les activités illicites ».

Comment fonctionne le tether

Tether Holdings, l'entreprise qui est derrière le tether, émet de la monnaie virtuelle à destination de ses clients, des sociétés de trading pour l'essentiel, qui lui apportent des dollars classiques en échange. Tether les utilise pour acheter des actifs, souvent des bons du Trésor américain, qui assurent la valeur de sa crypto.

Une fois sur le marché, les tethers peuvent être échangés contre d'autres devises virtuelles ou des monnaies traditionnelles via des bourses ou des sociétés de courtage. En Iran, par exemple, la bourse TetherLand permet d'échanger des rials iraniens contre des tethers.

Tether vérifie l'identité de ses clients directs, mais le marché secondaire échappe en grande partie aux contrôles. Les tethers peuvent sauter de wallet en wallet presque instantanément, rendant leur origine passablement obscure. En janvier, un rapport de l'ONU estimait que le tether était la solution privilégiée pour le blanchiment d'argent en Asie du Sud-est.

De son côté, l'entreprise affirme qu'elle peut suivre n'importe quelle transaction sur la blockchain et saisir ou détruire les tethers de n'importe quel wallet.

Mais les choses sont moins simples qu'il n'y paraît. Entre 2018 et juin 2024, Tether a blacklisté 2713 wallets sur deux blockchains très populaires, d'après ChainArgos, spécialiste des données sur les cryptos. Au total, elles avaient reçu environ 153 milliards de dollars. Pourtant, Tether n'a puguéler que 1,4 milliard de dollars parce que le reste avait été transféré ailleurs.

Tether a été fondée en 2014 par plusieurs personnes, dont Giancarlo Devasini, un ex-chirurgien esthétique. Au départ, ses chances de succès semblaient minces. William Quigley, investisseur et membre de l'équipe fondatrice, estimait alors que faire des bénéfices grâce à la cryptomonnaie tenait du « rêve éveillé ».

Comme d'autres, il a rapidement revendu ses parts à M. Devasini, qui gère Tether depuis cette époque, ont confié des sources proches de l'entreprise. Le très discret milliardaire vit dans une



SIPA PRESS

Le Venezuela de Nicolas Maduro a adopté une loi autorisant le gouvernement à utiliser des cryptomonnaies pour protéger ses transactions.

villa de Roquebrune-Cap-Martin, d'après des documents officiels. C'est M. Ardoïno, lui aussi italien, qui est devenu le visage de Tether.

Tether est entré dans la cour des grands pendant l'envolée boursière de 2020-2021, les traders s'en servant pour acheter et vendre des positions risquées. Sa capitalisation a explosé, passant de 4 à près de 80 milliards de dollars.

Le dollar pour tous

Au Venezuela, financièrement isolé par les sanctions et économiquement miné par les problèmes de gestion, Tether a trouvé des clients déjà conquis.

La compagnie pétrolière nationale Petróleos de Venezuela (PdVSA) est sous sanctions américaines. En octobre 2020, le gouvernement du président vénézuélien, Nicolas Maduro, a fait voter une « loi anti-blocage » autorisant l'Etat à utiliser des cryptomonnaies pour protéger ses transactions.

PdVSA a alors commencé de demander des paiements en tether pour son pétrole, ont révélé des sources proches des activités du groupe et des registres de transactions. Les bons de commande validés par PdVSA précisaient souvent que les acheteurs devaient transférer les tethers dans certains wallets. Autre solution pour les intermédiaires : échanger l'argent liquide contre des tethers puis les transférer sur des cartes prépayées, qui permettent à leurs utilisateurs de payer leurs achats en crypto.

Mais l'adoption du tether n'a pas eu que des avantages : au lieu de reverser les revenus pétroliers à l'Etat, les intermédiaires auxquels PdVSA avait fait appel pour les transactions ont conservé une

partie du pactole, avec à la clé un scandale qui a coûté sa place au ministre du Pétrole.

« L'utilisation des cryptomonnaies n'a servi qu'à une chose : perpétuer une corruption absolument gigantesque », a déclaré Rafael Ramírez, ancien ministre du Pétrole, dans un entretien.

Le gouvernement vénézuélien n'a pas répondu aux demandes de commentaire. En avril, le procureur général du Venezuela a indiqué que l'utilisation des cryptos par les intermédiaires avait rendu les détournements « indétectables » par les autorités.

Le tether est aussi devenu la bouée de sauvetage des Vénézuéliens ordinaires, dans un pays où une inflation à deux millions de pour cent a pulvérisé l'épargne en bolivars. Et, contrôle des changes oblige, les transferts bancaires vers l'étranger sont impossibles.

Guillermo Goncalvez, 30 ans, vit à Caracas. Il gère une plateforme baptisée El Dorado qui propose des échanges de tether de particulier à particulier et met acheteurs et vendeurs en relation.

Elle compte actuellement plus de 150 000 utilisateurs, qui profitent de frais beaucoup moins élevés que dans les bureaux de change classiques. Les salariés convertissent leur salaire quotidien en tether, les migrants envoient de l'argent à leurs familles restées au pays et les freelances se font payer en USDT, comme on appelle également le tether.

« L'USDT, c'est le dollar numérique pour tous les Vénézuéliens », affirme le jeune patron.

Assez d'argent pour remplir un avion

En Russie, comme le *WSJ* l'avait déjà souligné, le tether est un moyen de paiement indispensable.

Un rapport confidentiel préparé il y a quelques mois par un centre de recherche russe financé par l'Etat indiquait que le tether faisait partie des solutions privilégiées par les importateurs pour convertir les roubles en devises étrangères. Les grandes institutions n'étaient d'ailleurs pas en reste : la banque russe Rosbank gère des transferts en tether pour que ses clients puissent payer leurs fournisseurs étrangers, révélait un document diffusé en juin. Le porte-parole de Rosbank n'a pas répondu aux demandes de commentaire.

Le tether a également séduit l'élite russe.

Sur la messagerie Telegram, la très glamour Ekaterina Zhdanova racontait ainsi à ses associés, en 2022 et 2023, qu'elle gérait, pour ses clients, de très grosses opérations d'échange de roubles contre des tethers. Les wallets qu'elle utilisait ont transféré l'équivalent de plus de 350 millions de dollars en tethers, d'après des données de la blockchain.

Née dans un village de Sibérie, cette femme de 38 ans a d'abord géré un service de conciergerie qui aidait les Russes fortunés à obtenir des visas, puis une agence de voyages qui leur proposait des croisières luxueuses. Son ex-mari a été le bras droit d'un promoteur russe milliardaire.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie et les sanctions qui ont été prises dans la foulée l'ont rendue plus précieuse encore.

Deux mois après le début de la guerre, Mme Zhdanova relayait la demande d'un client à destination des traders russes de cryptomonnaie, montrent

Un rapport confidentiel préparé par un centre de recherche russe financé par l'Etat indiquait que le tether faisait partie des solutions privilégiées par les importateurs pour convertir les roubles en devises étrangères

des échanges sur Telegram. Ledit client, propriétaire d'une banque selon elle, voulait acheter pour environ 10 millions de dollars de tethers par mois, soit 300 millions au total, payable en liquide acheminé via les Emirats arabes unis ou la Turquie.

Après avoir trouvé un trader qui acceptait la proposition, Mme Zhdanova a indiqué au groupe qu'elle pouvait organiser le transfert de l'argent.

« Ils utiliseront des avions pour le cash », affirmait-elle.

Le Trésor américain l'a sanctionnée en fin d'année dernière,

l'accusant d'avoir transféré des cryptomonnaies pour le compte d'oligarques anonymes. Au même moment, elle était arrêtée à l'aéroport par les autorités françaises dans le cadre d'une enquête pour blanchiment d'argent menée par Paris, ont confié des sources proches du dossier. Elle est toujours en détention. Son avocat n'a pas souhaité commenter.

« Tout ce que vous voulez, tout le temps »

Tether investit désormais dans des start-up qui utilisent la cryptomonnaie pour les paiements du quotidien. Plus son usage se répand, plus il faut émettre de monnaie, donc plus il faut de dollars.

Tbilissi, capitale de la Géorgie, est une destination prisée des émigrés russes. Dans les rues, le symbole du tether, un « T » dans un cercle, brille dans les vitrines des agents de change et les distributeurs automatiques disent qu'on peut payer avec le stablecoin.

M. Ardoïno, le directeur général de Tether, s'est rendu dans le pays l'an passé et a rencontré les dirigeants pour leur proposer de les aider à développer les cryptomonnaies et leur marché local. Un accord de coopération a été signé ; selon M. Ardoïno, il fera de l'ex-république soviétique un hub majeur des paiements. Tether a investi 25 millions de dollars dans les start-up locales, souligne de son côté l'agence géorgienne en charge de l'innovation.

CityPay.io, le principal bénéficiaire des financements apportés par Tether, a déployé des dispositifs de paiement par tether dans des milliers d'entreprises locales. Plusieurs hôtels, dont le Radisson Blu Iveria du centre-ville de Tbilissi, possèdent des terminaux CityPay, qui s'est associé à un promoteur pour vendre des appartements haut de gamme en tether.

CityPay traite aussi des paiements internationaux en tether pour les entreprises, pour une enveloppe mensuelle de 50 millions de dollars, selon son patron turc, Eralp Hatipoglu. Pour ce dernier, c'est la pression que les Etats-Unis ont fait peser sur le système bancaire international qui a fait naître ces opportunités. Les entreprises turques qui exportent vers la Géorgie sont inondées de questions de la part de leurs banques correspondantes, explique-t-il, et les transferts bancaires prennent des jours et des jours.

Sur son site web, CityPass promet des transactions « 100 % anonymes », même si son directeur général précise que l'identité des clients est vérifiée et que les entreprises russes ne sont pas acceptées.

Tether affirme que son objectif, c'est développer CityPay sur d'autres marchés émergents. Lors d'une conférence organisée en juin dernier dans un gratte-ciel de Tbilissi (avec sponsor de Tether et présence du responsable en charge de l'expansion), des affiches vantaient l'utilisation du tether pour les paiements du quotidien. Les invités, eux, faisaient la queue pour payer leurs cafés avec la crypto.

« Payez en USDT, affirme une affiche. Tout ce que vous voulez, tout le temps. »

Angus Berwick et Ben Foldy
Anna Hirtenstein
a contribué à cet article
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Une conférence sur les cryptomonnaies, sponsorisée par Tether, en Géorgie.



Ressources humaines : L'engagement, mode d'emploi

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 19 septembre 2024

De 9h à 10h30, Paris 8^e

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

